

L'insécurité alimentaire:

la faim au quotidien et
la crainte permanente de la famine

L'état de

l'insécurité

alimentaire dans le monde

2000

Publié en 2000 par
l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service des publications et du multimédia, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2000

ISBN 92-5-204479-5

Imprimé en Italie

Photographies

En couverture de gauche à droite:
FAO/21846/R. Grisolia
FAO/14587/S. Pintus
UNICEF/HQ92-0633/R. Lemoyne

Remerciements

Cette deuxième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* est le fruit d'une collaboration entre le Département économique et social (ES) et le Département des affaires générales et de l'information (GI) de la FAO.

Cet ouvrage a été réalisé sous la direction de Hartwig de Haen, Sous-Directeur général, ES, avec l'aide de Nicholas Hughes, Coordonnateur du programme, ES, et les conseils de Shalini Dewan, Chef du Service des publications et du multimédia (GI).

L'équipe technique du Département ES était composée de Barbara Huddleston, Division de l'analyse du développement agricole et économique; Janice Albert, Barbara Burlingame et Simon Chevassus, Division de l'alimentation et de la nutrition; et Jorge Mernies et Loganaden Naiken, Division de la statistique.

Des contributions techniques de fond pour la rédaction et la conception du rapport ont été

apportées par le Groupe multimédia de la Division de l'information, GI, dirigée par Catharine Way et Nicholas Rubery, avec l'aide de Kate Dunn et Diana Willensky. Les services d'édition dans les langues de la FAO ont été assurés par le Groupe de l'édition et la traduction par le Groupe de la traduction.

Des contributions techniques ont été apportées par les fonctionnaires suivants:

NeBambi Lutaladio et Marcio Porto, Division de la production végétale et de la protection des plantes, Département de l'agriculture; Rachel Sauvinet-Bedouin et Sumiter Broca, Division de l'analyse du développement agricole et économique, ES; Marijke Drysdale, Division des produits et du commerce international, ES; Jelle Bruinsma, Unité des études prospectives globales, et David Wilcock, Groupe de travail interinstitutions sur le SICIIV, ES; Teresa Calderón, William Clay, Jean-Pierre Cotier, Irela Mazar, Ellen Muehlhoff, Kraisid Tontisirin et

Robert Weisell, Division de l'alimentation et de la nutrition, ES; Jan Johnson et Ron Maine, Division des industries de la pêche, Département des pêches; Ergin Ataman et Gillian Bunting, Division de la recherche, de la vulgarisation et de la formation, Département du développement durable; et David Sedik, Bureau régional pour l'Europe.

Nous remercions aussi de leur contribution Alfred Dixon et Mpoko Bokanga, Institut international d'agriculture tropicale, Abuja (Nigéria); Camilla Knox-Peebles, Spécialiste de l'évaluation de la vulnérabilité au SICIIV; Maria Josefina Archondo, Consultant en nutrition, Bolivie; Jehangir Khan Khalil, Doyen de la Faculté des sciences de la nutrition, Université agricole de la province de la frontière du nord-ouest, Peshawar (Pakistan); Mary Mwewa, Établissement d'évaluation technologique de Mansa, Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des pêches de la Zambie; et Benoît Horemans, Programme de pêche de subsistance durable, Bénin.



L'insécurité alimentaire:

la faim au quotidien et
la crainte permanente de la famine

L'état de
l'insécurité
alimentaire dans le monde 2000

À propos de ce rapport

Ce deuxième numéro de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* rend compte des efforts déployés aux échelons mondial et national pour atteindre l'objectif adopté au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, c'est-à-dire réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde d'ici à 2015.

Le premier chapitre, intitulé «La sous-alimentation dans le monde», met à jour les estimations de l'année dernière relatives à la prévalence de la sous-alimentation chronique dans les pays en développement et les complète par des estimations concernant les pays en transition. En outre, il présente un nouvel instrument important qui complète ces

estimations de la sous-alimentation, à savoir la gravité de la faim dont souffrent les personnes sous-alimentées. Les autres grands chapitres du rapport de cette année sont les suivants:

«État nutritionnel et vulnérabilité», qui prolonge l'analyse de la sous-alimentation faite dans le rapport de l'année dernière au moyen de l'indice de masse corporelle (IMC) et par une étude des besoins nutritionnels spécifiques des femmes. Il donne aussi des exemples de régimes types qui illustrent l'insécurité alimentaire et rend compte des recherches en cours sur les causes de la vulnérabilité dans différentes catégories socio-professionnelles.

«La dynamique du changement» explore deux exemples de stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire. Le premier concerne

les retombées de la recherche agronomique sur les variétés de manioc à haut rendement en Afrique et le second les résultats remarquables obtenus en matière de réduction de la sous-alimentation des enfants de moins de cinq ans en Thaïlande.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde s'appuie sur les travaux en cours de la FAO en matière de suivi de l'état nutritionnel des différentes populations du monde et d'analyse de leur degré d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité. Ce travail s'inscrit dans le cadre de la contribution de la FAO au Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), en cours d'établissement aux niveaux mondial et national.

Le Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité

Au nom des membres du Groupe de travail interinstitutions (GTI) sur le SICIAV, j'ai le plaisir d'associer le GTI à la présente édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Cette publication apporte une contribution importante à la réalisation des objectifs du SICIAV, qui sont les suivants:

- attirer l'attention de la communauté mondiale sur le problème de l'insécurité alimentaire;
- améliorer la qualité des données et l'analyse en mettant au point de nouveaux outils et en renforçant les capacités des pays en développement;
- promouvoir une action efficace et mieux ciblée en vue de réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté;
- encourager la collaboration entre les bailleurs de fonds en ce qui concerne les systèmes d'information sur l'insécurité alimentaire aux échelons mondial et national;
- améliorer l'accès à l'information grâce à la constitution de réseaux et à l'échange des données.

Les membres du GTI-SICIAV représentent des organisations très diverses mais sont unis par une volonté commune de lutter contre l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité et contre ses multiples causes qui sont toutes liées à la pauvreté. Les organisations de développement et les pays ont besoin d'informations fiables pour savoir qui sont ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire, où ils vivent, quels sont leurs moyens de subsistance et pourquoi ils sont dans cette situation. Grâce aux réponses à ces questions, les partenaires du développement à tous les échelons peuvent combiner leurs efforts pour faire reculer l'insécurité alimentaire et la pauvreté au moyen de politiques et d'interventions mieux conçues et mieux ciblées.

Avant le lancement du SICIAV, en 1997, les organisations membres du GTI s'employaient déjà à améliorer les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire dans le monde. Elles continuent de le faire. Le SICIAV permet d'intensifier les efforts déployés par les différentes organisations, de réduire les doubles emplois et de faire en sorte que leur action collective soit efficace et complémentaire. De plus, dans le cadre du processus de réforme du système des Nations Unies, nous nous efforçons de collaborer plus efficacement à l'échelon des pays au moyen du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Malgré les inévitables difficultés institutionnelles, le SICIAV fait un bon travail, fondé sur des études techniques de terrain solides et sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Les membres du GTI félicitent l'équipe de la FAO pour le rapport de cette année et sont résolus à apporter une contribution encore plus importante aux prochaines parutions de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*.

Peter Matlon, PNUD, Président du GTI-SICIAV

Membres du GTI-SICIAV



- Agence australienne pour le développement international (AUSAID)
- Agence canadienne pour le développement international (ACDI)
- Commission européenne (CE)
- Office allemand de la coopération technique (GTZ)
- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)
- Département de l'agriculture des États-Unis (USDA)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Fonds international de développement agricole (FIDA)
- Organisation internationale du travail (OIT)
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU/DAES)
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
- Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)
- Banque mondiale
- Programme alimentaire mondial (PAM)
- Organisation mondiale de la santé (OMS)
- Organisation météorologique mondiale (OMM)
- Comité administratif de coordination/Sous-Comité de la nutrition (CAC/SCN)
- Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)
- Service international de la recherche agricole nationale (SIRAN)
- Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)
- Helen Keller International (HKI)
- Save the Children Fund (SCF/UK)
- Institut mondial pour les ressources (WRI)

Pour plus de renseignements, voir le site Web du GTI-SICIAV (www.fivims.org).

Table des matières

Avant-propos

iv Vers la réalisation des objectifs fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation

La sous-alimentation dans le monde

- 1 La gravité de la faim: que manque-t-il à ceux qui ont faim?
- 3 Estimations et projections
- 5 Prévalence et gravité de la faim: la pénurie alimentaire
- 7 Où se trouvent les victimes de la faim dans les pays en transition

État nutritionnel et vulnérabilité

- 9 Le spectre de la malnutrition
- 11 Les femmes: besoins différents, risques accrus
- 13 L'alimentation de ceux qui ont faim
- 15 Qui sont ceux qui ont faim? Les profils des groupes vulnérables
- 17 Profil des artisans-pêcheurs au Bénin

La dynamique du changement

- 19 Les dividendes de la sécurité alimentaire
- 21 La recherche sur le manioc et ses effets sur la sécurité alimentaire
 au Ghana et au Nigéria
- 23 Thaïlande: Réduction durable de la pauvreté et de la sous-alimentation

De quoi demain sera-t-il fait?

- 25 Accélérer le progrès

- 26 Glossaire
- 27 Tableaux
 Sigles

Avant-propos

Vers la réalisation des objectifs fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation

Dans chaque société, riche ou pauvre, il y a des enfants qui ont trop faim pour se concentrer à l'école, des mères trop maigres qui donnent naissance à des enfants malades et des adultes souffrant de faim chronique qui n'ont pas assez d'énergie pour donner à leur famille plus que le minimum vital. Lorsqu'elle est généralisée, la faim est aussi un problème de développement fondamental car elle fait obstacle à la croissance économique et empêche des millions d'êtres humains d'échapper à la misère.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI) a été créé pour suivre les progrès accomplis vers l'élimination de cet obstacle majeur à la réalisation des droits de l'homme, à la qualité de la vie et à la dignité. Sa création a été décidée à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation tenu en 1996 à Rome, où les dirigeants de 186 pays se sont engagés à réduire de moitié le nombre des personnes qui ont faim dans le monde d'ici à 2015.

Dans cette deuxième édition, nous introduisons un nouvel outil pour mesurer la gravité du besoin: la gravité de la faim. Il s'agit d'une mesure du déficit alimentaire par personne au sein de la population sous-alimentée de chaque pays. L'unité de mesure est la kilocalorie et cet outil vise à déterminer avec précision le déficit alimentaire quotidien des sous-alimentés.

La mesure de la gravité de la faim montre que la sous-alimentation est beaucoup plus débilatante dans certains endroits que dans d'autres. Dans les pays industriels, il manque à ceux qui ont faim en moyenne 130 kilocalories par jour, alors que dans

cinq des pays les plus pauvres du monde, ce déficit est plus du triple, soit 450 kilocalories.

La plupart des pays dans lesquels la gravité de la faim est extrême (déficit alimentaire supérieur à 300 kilocalories par personne et par jour) sont des pays d'Afrique. Il y en a aussi au Proche-Orient (Afghanistan), dans les Caraïbes (Haïti) et en Asie (Bangladesh, République populaire démocratique de Corée et Mongolie). Nombre de ces pays sont victimes de fléaux tels que conflits ou catastrophes naturelles récurrentes. Ils ont besoin d'une aide massive pour sortir de leur marasme actuel caractérisé par la misère et une très grave insécurité alimentaire.

On trouvera aussi dans SOFI 2000 une estimation actualisée du nombre de personnes sous-alimentées. Je constate, par ailleurs, avec la plus grande inquiétude que nous n'observons pas d'amélioration significative entre la période 1995-1997, sur laquelle portait le rapport de l'année dernière, et la période la plus récente, c'est-à-dire 1996-1998.

Nous estimons toujours que 792 millions de personnes dans 98 pays en développement n'ont pas assez à manger pour être en bonne santé et mener une vie normale et active. Même dans les pays industriels et les pays en transition (pays d'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique), le nombre de personnes sous-alimentées n'a pas diminué: 34 millions d'enfants, de femmes et d'hommes continuent de ne pas manger à leur faim. Dans un monde qui a atteint un niveau de prospérité sans précédent, ces chiffres sont intolérables.

Pour atteindre l'objectif adopté lors du Sommet, nous devons réduire le nombre de personnes sous-alimentées

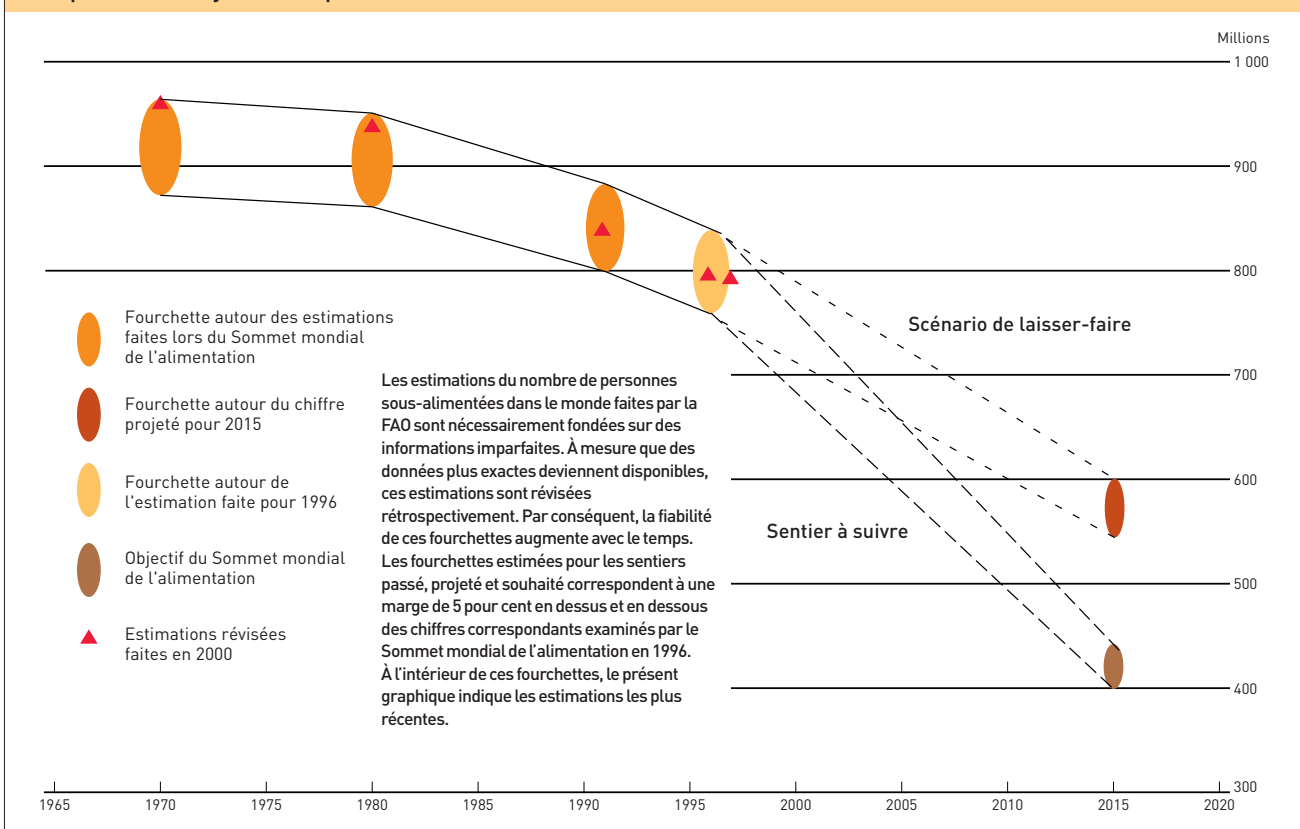
d'au moins 20 millions par an entre aujourd'hui et 2015. Or ce nombre ne diminue que d'un peu moins de 8 millions par an depuis le début des années 90, ce qui est très insuffisant. Nous ne pouvons pas rester passifs et compter sur l'élévation du niveau de revenu et le ralentissement de la croissance démographique pour faire reculer la faim. Un scénario de laisser-faire ne ferait diminuer la population mondiale sous-alimentée que d'un peu moins d'un tiers et non de la moitié comme le veut l'objectif adopté.

Pouvons-nous agir de façon à faire diminuer le nombre de personnes souffrant de la faim de 50 pour cent? L'objectif du Sommet mondial de l'alimentation est accessible, comme l'étaient d'autres objectifs apparemment tout aussi utopiques, tels que l'éradication de la polio ou la conquête de la lune. Mais pour cela il faut adopter sans plus tarder des mesures urgentes et ciblées. Comme l'année dernière, SOFI 2000 met en évidence les mesures à court et à long terme qui peuvent, ensemble, faire reculer la faim:

- Il faut régler les conflits, qui sont les causes de la malnutrition la plus grave dans la plupart des pays les plus pauvres du monde. Les activités de règlement de conflit et de maintien de la paix doivent être considérées comme essentielles dans le combat contre la faim. Une fois la paix instaurée, il faut reconstruire les économies dévastées par la guerre.
- Il faut faire les investissements nécessaires pour mettre en place les bases d'une croissance économique et d'une réduction de la pauvreté durables. Notre analyse du cas de la Thaïlande montre comment ce pays



Nombre de sous-alimentés dans le monde en développement: fourchettes observées et prévues, comparées à l'objectif fixé par le Sommet mondial de l'alimentation



a réussi à réduire considérablement le taux de sous-alimentation en 15 ans grâce à la croissance économique et à des politiques de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de la nutrition.

- Nous devons nous fixer des priorités. Les pays pauvres et leurs partenaires de développement doivent agir en priorité en faveur des personnes souffrant le plus de la faim. Il faut mettre en place des filets de sécurité (allocations, cantines scolaires, etc.) pour protéger les plus vulnérables.
- Nous devons orienter la recherche agricole vers l'amélioration des

productions vivrières qui aident les pauvres aussi bien dans les villes que dans les campagnes, comme en témoigne notre étude de cas sur les efforts de recherche qui ont permis d'accroître considérablement la production de manioc au Ghana et au Nigéria.

La FAO et ses partenaires continueront de suivre les progrès accomplis vers la réalisation de l'objectif consistant à réduire de moitié la sous-alimentation chronique d'ici à 2015. En cette ère d'abondance, comment le monde peut-il continuer de tolérer que plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim et de

privations tous les jours? Nous devons travailler ensemble et le plus rapidement possible. Je suis convaincu qu'un jour la FAO pourra cesser de publier un rapport intitulé *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* car la communauté des nations aura tenu sa promesse de faire disparaître la faim.

Jacques Diouf
Directeur général
de la FAO

La sous-alimentation dans le monde

La gravité de la faim: que manque-t-il à ceux qui ont faim?

Pour lutter efficacement contre la faim, il faut savoir non seulement combien de personnes en souffrent dans le monde, mais aussi ce qui manque à chacune de ces personnes.

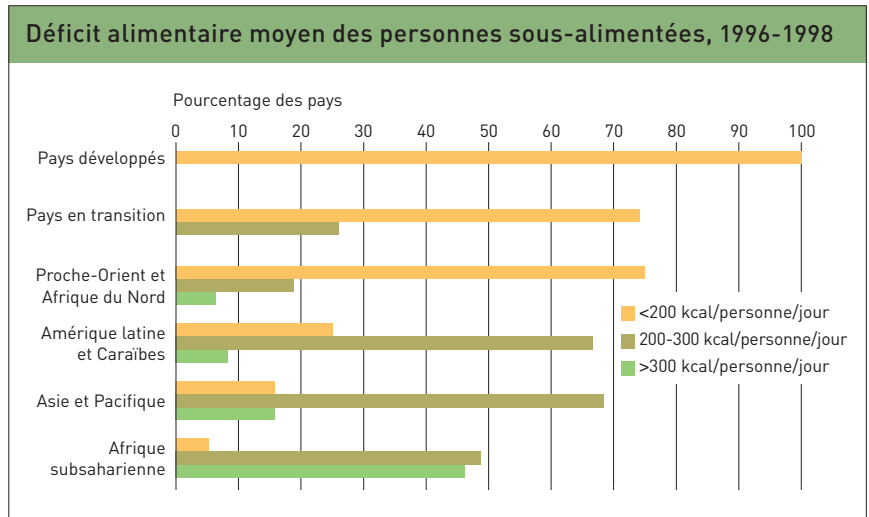
La connaissance du déficit énergétique alimentaire complète le tableau de la faim dans un pays. Lorsque ce déficit est de 400 kilocalories par jour, la situation est plus grave que là où il n'est que de 100 kilocalories par jour. Plus le déficit est grand, plus les personnes sous-alimentées sont exposées à des problèmes de santé. Une personne faible et malade ne peut pas s'épanouir, une nation dont le peuple est faible et malade ne peut pas progresser.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde donne chaque année les estimations les plus récentes du nombre de personnes sous-alimentées et de la prévalence de la faim chronique (voir pages 3-4). Cette année, nous allons plus loin et nous avons calculé le déficit alimentaire de ceux qui ont faim, c'est-à-dire le nombre de calories qui leur manque chaque jour pour couvrir leurs besoins minimaux.

La gravité de la faim, ou déficit alimentaire, est égale à la différence entre la quantité moyenne d'énergie alimentaire que les personnes sous-alimentées obtiennent de leurs repas et la quantité minimale d'énergie dont elles ont besoin pour préserver leur masse corporelle et avoir une activité légère (voir encadré page 6 pour plus de précisions).

Le déficit alimentaire de la plupart des 800 millions de personnes qui souffrent de faim chronique est de 100 à 400 kilocalories par jour. La plupart de ces personnes ne meurent pas de faim. Souvent, elles sont minces mais pas émaciées. La faim chronique n'est pas toujours apparente car l'organisme compense le déficit énergétique par un ralentissement de l'activité physique et, dans le cas des enfants, de la croissance. Les personnes qui ne mangent jamais à leur faim sont plus exposées aux maladies, les enfants sont souvent léthargiques et incapables de se concentrer à l'école, les mères donnent naissance à des bébés chétifs et les adultes n'ont pas toujours l'énergie nécessaire pour réaliser leur potentiel.

En chiffres bruts, il y a plus de personnes chroniquement sous-alimentées en Asie et dans le Pacifique, mais en termes de gravité de la faim, c'est manifestement en Afrique subsaharienne que le problème est le plus



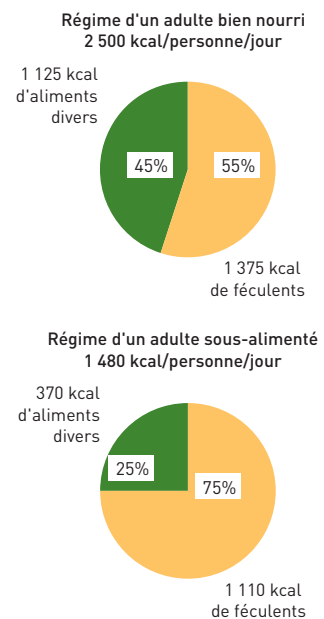
grave. Là, dans 46 pour cent des pays, le déficit alimentaire moyen des personnes sous-alimentées est de plus de 300 kilocalories par jour. On ne trouve un déficit alimentaire aussi grave que dans 16 pour cent des pays d'Asie et du Pacifique.

Lorsque le déficit énergétique alimentaire est très élevé, il concerne généralement tous les types d'aliments, y compris les aliments de base riches en glucides (maïs, pommes de terre, riz, blé et manioc) qui fournissent essentiellement de l'énergie. Par contre, lorsque le déficit est plus modéré, les personnes sous-alimentées ont généralement assez d'aliments de base mais ce qui leur manque ce sont les autres aliments nécessaires pour une bonne nutrition: légumineuses, viande, poisson, matières grasses, produits laitiers, fruits et légumes, qui fournissent protéines, lipides et micronutriments. La diversification de l'alimentation est essentielle pour la sécurité alimentaire.

L'insuffisance du revenu monétaire est une des principales causes qui empêchent les populations tant urbaines que rurales d'avoir un régime suffisamment diversifié. Les familles rurales pauvres, même lorsqu'on les aide à produire des aliments plus diversifiés sur leur lopin familial, vont souvent les vendre plutôt que de les consommer car elles peuvent en tirer un bon prix. Par conséquent, la sécurité alimentaire ne s'améliore que lorsque le revenu global des ménages atteint un niveau qui leur permet de consommer les autres aliments nécessaires.

Amélioration quantitative et qualitative de l'alimentation: l'exemple de la Chine

Lorsque l'apport alimentaire est suffisant, l'alimentation est généralement plus diversifiée et fournit davantage d'énergie et d'autres nutriments.



Source: Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages urbains, Gouvernement chinois, 1990.



Déficit énergétique, 1996-1998

La gravité de la faim se mesure par le déficit énergétique moyen des personnes sous-alimentées, et non de l'ensemble de la population, exprimé en kilocalories par personne et par jour. Plus le chiffre est élevé, plus la faim est profonde.

Asie et Pacifique	kcal
Bangladesh	340
Corée, RPD de	340
Mongolie	310
Inde	290
RDP lao	280
Viet Nam	280
Cambodge	270
Pakistan	270
Philippines	270
Népal	260
Papouasie-Nouvelle-Guinée	260
Sri Lanka	260
Thaïlande	260
Chine*	250
Indonésie	200
Myanmar	200
Chine, RAS de Hong Kong	140
Malaisie	140
Corée, Rép. de	130

Amérique latine et Caraïbes	Kcal
Haïti	460
Nicaragua	300
Honduras	270
Brésil	250
République dominicaine	250
Guatemala	250
Pérou	240
Bolivie	230
Guyana	230
Panama	230
Trinité-et-Tobago	230
Colombie	220
Paraguay	220
Cuba	210
Mexique	210
Venezuela	210
El Salvador	200
Jamaïque	200
Costa Rica	160
Équateur	160
Chili	150
Uruguay	150
Argentine	140

Proche-Orient et Afrique du Nord kcal

Afghanistan	480
Yémen	290
Iraq	210
Maroc	210
Algérie	190
Égypte	190
Iran, Rép. islamique d'	190
Koweït	180
Jordanie	170
Turquie	170
Liban	160
Rép. arabe syrienne	160
Arabie saoudite	150
Émirats arabes unis	140
Jamahiriya arabe libyenne	130
Tunisie	130

Afrique subsaharienne

Somalie	490
Mozambique	420
Burundi	410
Libéria	390
Congo, Rép. dém. du	380
Sierra Leone	380
Érythrée	370
Niger	350
Éthiopie	340
Zambie	340
Zimbabwe	340
Tchad	330
Rwanda	330
Angola	320
Guinée	320
Rép. centrafricaine	310
Madagascar	310
Malawi	310
Tanzanie, Rép.-Unie de	300
Burkina Faso	290
Congo, Rép. du	290
Kenya	290
Mali	290
Lesotho	280
Ouganda	280
Cameroun	260
Namibie	260
Togo	260
Botswana	240
Gambie	240
Mauritanie	240
Sénégal	240
Soudan	240
Côte d'Ivoire	230
Bénin	220
Ghana	210
Nigéria	210
Swaziland	210
Maurice	180
Gabon	160

Pays en transition kcal

Tadjikistan	250
Azerbaïdjan	240
Kirghizistan	230
Bulgarie	220
Arménie	210
Géorgie	210
Moldova, Rép. de	210
Bosnie-Herzégovine	190
Turkménistan	190
Croatie	180
Estonie	180
Ouzbékistan	180
Macédoine, Ex-Rép. yougoslave de	170
Fédération de Russie	170
Kazakhstan	160
Slovaquie	160
Ukraine	160
Albanie	150
Lettonie	150
Slovénie	150
Yougoslavie**	150
Hongrie	140
Lituanie	140
Bélarus	130
République tchèque	130
Pologne	130
Roumanie	130

Pays développés

Afrique du Sud	160
Suède	150
Finlande	140
Grèce	140
Italie	140
Pays-Bas	140
Suisse	140
États-Unis	140
Australie	130
Autriche	130
Belgique	130
Canada	130
Danemark	130
France	130
Allemagne	130
Islande	130
Irlande	130
Japon	130
Luxembourg	130
Nouvelle-Zélande	130
Norvège	130
Espagne	130
Royaume-Uni	130
Israël	120
Malte	120
Portugal	110

* Y compris Taiwan Province de Chine
** Serbie et Monténégro

La sous-alimentation dans le monde

Estimations et projections

D'après les dernières estimations, en 1996-1998, il y avait encore 826 millions de personnes sous-alimentées, 792 millions dans les pays en développement et 34 millions dans les pays développés. Il n'y a donc eu aucun progrès par rapport à la période précédente (1995-1997). Les renseignements donnés dans les graphiques et les figures montrent que le tableau d'ensemble à l'échelon régional n'a lui non plus guère changé.

Toutefois, les variations à court terme ne révèlent pas nécessairement les tendances à long terme, et les nouvelles projections à l'horizon 2015 et 2030 font apparaître une amélioration. Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en développement devrait tomber à quelque 580 millions en 2015, ce qui constitue un progrès, mais reste encore très loin de l'objectif adopté au Sommet mondial de l'alimentation, à savoir de réduire la population sous-alimentée de moitié pour la ramener à quelque 400 millions de personnes. D'après les projections, ce chiffre ne sera pas atteint avant 2030.

En 2015, la proportion globale de la population des pays en développement encore sous-alimentée sera moitié moindre qu'en 1990-1992, période de base retenue pour définir l'objectif du Sommet mondial, mais le nombre de personnes sous-alimentées sera encore de quelque 70 pour cent de ce qu'il était en 1990-1992.

À l'échelon régional, l'Asie du Sud et de l'Est devrait approcher l'objectif d'ici à 2015, tandis que l'Afrique subsaharienne et le Proche-Orient en resteraient loin et l'Amérique latine se situerait entre les deux. Globalement, il y aurait donc une poursuite du déclin à long terme de la

sous-alimentation en Asie, qui a commencé en 1969-1971 en Asie de l'Est et 10 ans plus tard en Asie du Sud. Dans les deux plus grands pays du monde, la Chine et l'Inde, le ralentissement de la croissance démographique et la vigueur de l'expansion économique devraient entraîner une amélioration notable de la disponibilité alimentaire par habitant d'ici à 2015.

Pour ces deux pays ensemble, la prévalence de la sous-alimentation devrait tomber de 16 pour cent en 1996-1998 à 7 pour cent en 2015. Comme leur population globale représente plus d'un tiers de la population mondiale, ces variations auront un effet important sur les moyennes mondiales.

Les perspectives de l'Afrique subsaharienne sont plus sombres. Cette région est celle dans laquelle se trouvent la plupart des pays les plus pauvres du monde, où la prévalence de la sous-alimentation est élevée et les perspectives de croissance économique sont peu encourageantes.

Le centre, le sud et l'est du continent sont dans une situation particulièrement difficile.

La prévalence de la sous-alimentation en Afrique subsaharienne devrait tomber de 34 pour cent en 1996-1998 à 22 pour cent en 2015, mais comme la croissance démographique est très forte, le nombre de personnes sous-alimentées pourrait augmenter encore un peu d'ici à 2015 avant de commencer à diminuer. On retrouve une situation similaire dans quelques pays très pauvres d'Asie de l'Est, des Caraïbes et du Proche-Orient, qui ont aussi peu de chances d'atteindre l'objectif fixé au Sommet.

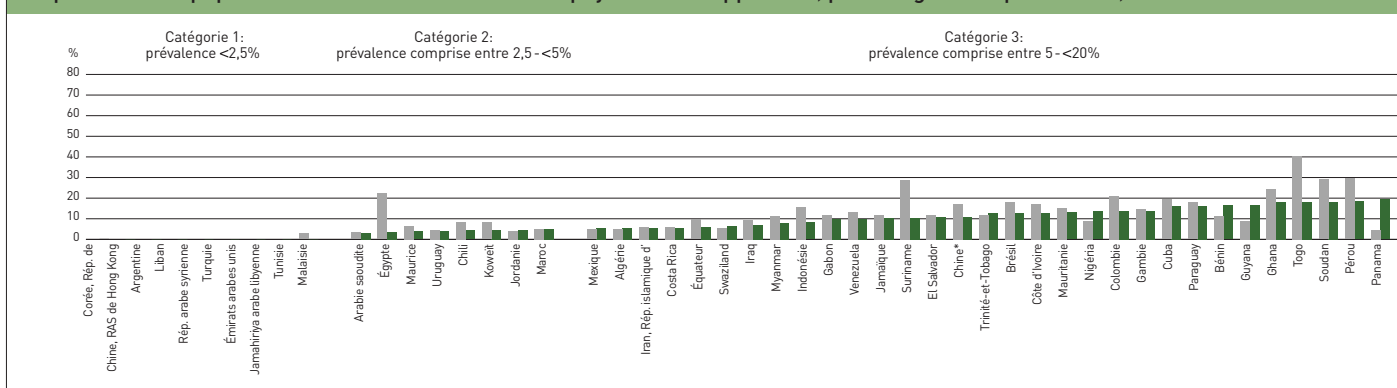
Comme nous le verrons plus en détail tout au long du présent rapport, les pays et régions dans lesquels les progrès sont lents sont prisonniers d'un cercle vicieux de pauvreté et de disette et ont besoin d'une aide spécifique. Mais, comme le montrent les succès obtenus dans d'autres parties du monde, un effort concerté et concentré peut faire mentir les projections.

Évolution projetée de la sous-alimentation

	1996-98			2015			2030		
	Pourcentage de la population			Millions de personnes					
Afrique subsaharienne	34	22	15	186	184	165			
Proche-Orient/Afrique du Nord	10	8	6	36	38	35			
Amérique latine et Caraïbes	11	7	5	55	45	32			
Chine* et Inde	16	7	3	348	195	98			
Autres pays d'Asie	19	10	5	166	114	70			
Pays en développement	18	10	6	791	576	400			

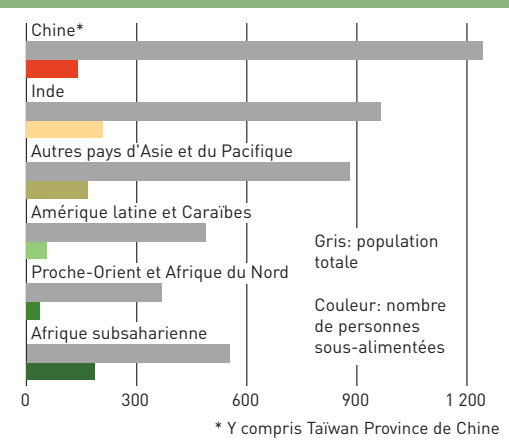
* Y compris Taiwan Province de Chine
Source: Agriculture: Horizon 2015-2030. FAO, Rapport technique intérimaire, avril 2000

Proportion de la population sous-alimentée dans les pays en développement, par catégorie de prévalence, 1990-1992 et 1996-1998

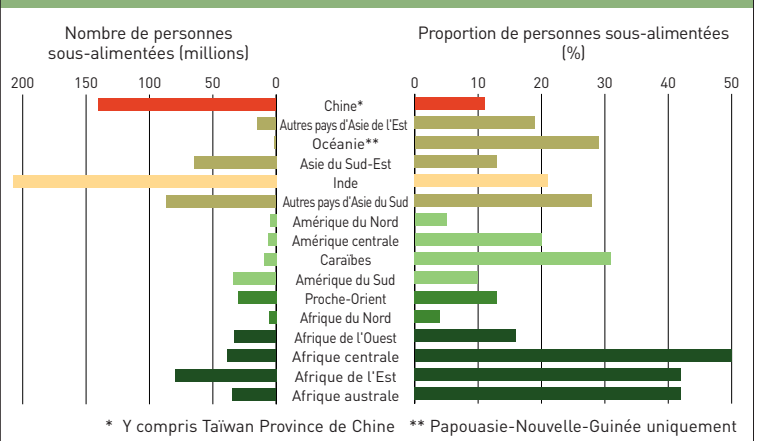




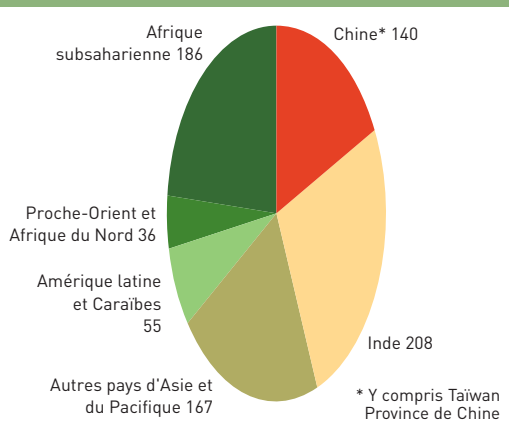
Population totale et nombre de personnes sous-alimentées, par région, 1996-1998 (millions)



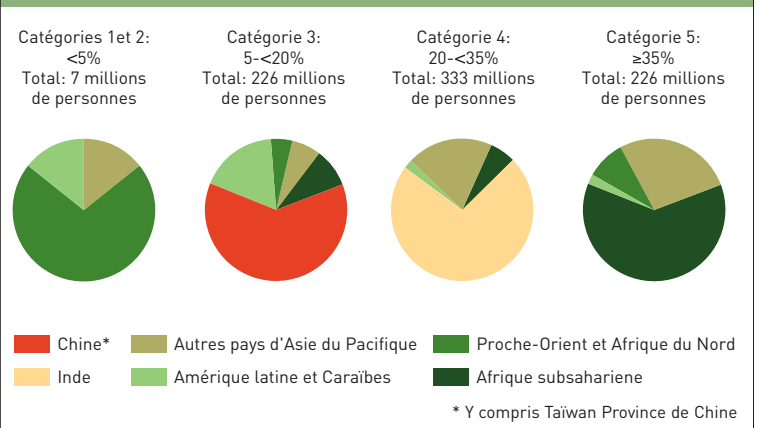
Nombre et proportion de personnes sous-alimentées, par région et sous-région, 1996-1998



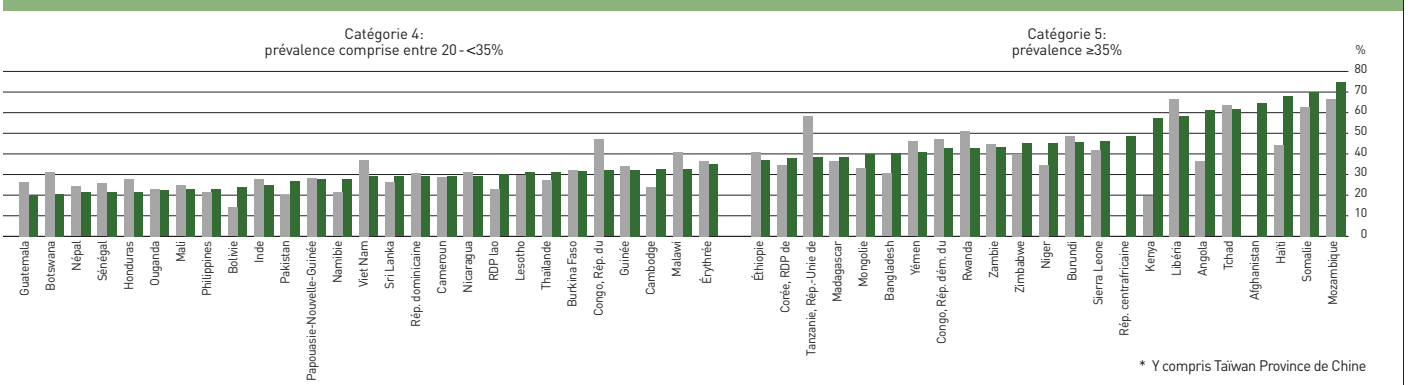
Nombre de personnes sous-alimentées, par région, 1996-1998 (millions)



Proportion de personnes sous-alimentées selon les catégories de prévalence et les régions, 1996-1998



Gris: 1990-1992 Vert: 1996-1998



La sous-alimentation dans le monde

Prévalence et gravité de la faim: la pénurie alimentaire

Pour obtenir un tableau aussi précis que possible de la faim dans le monde, la FAO a combiné les estimations de la prévalence et de la gravité de la faim (présentées aux pages 1 à 4) pour calculer le degré de pénurie alimentaire et répartir ainsi les pays en cinq groupes (carte ci-contre), allant des pays dans lesquels la prévalence globale de la sous-alimentation et le déficit énergétique alimentaire de la population sous-alimentée sont très faibles (catégorie 1) à ceux où la disette est la plus grave (catégorie 5, prévalence de la sous-alimentation et déficit énergétique très élevés).

Les 23 pays du groupe 5 sont ceux qui ont le plus de mal à nourrir leur population. L'instabilité chronique, les conflits, la mauvaise gestion des affaires publiques, les intempéries, la pauvreté endémique, les pertes de récolte, la pression démographique et la fragilité des écosystèmes s'accompagnent d'une disette profonde, généralisée et persistante.

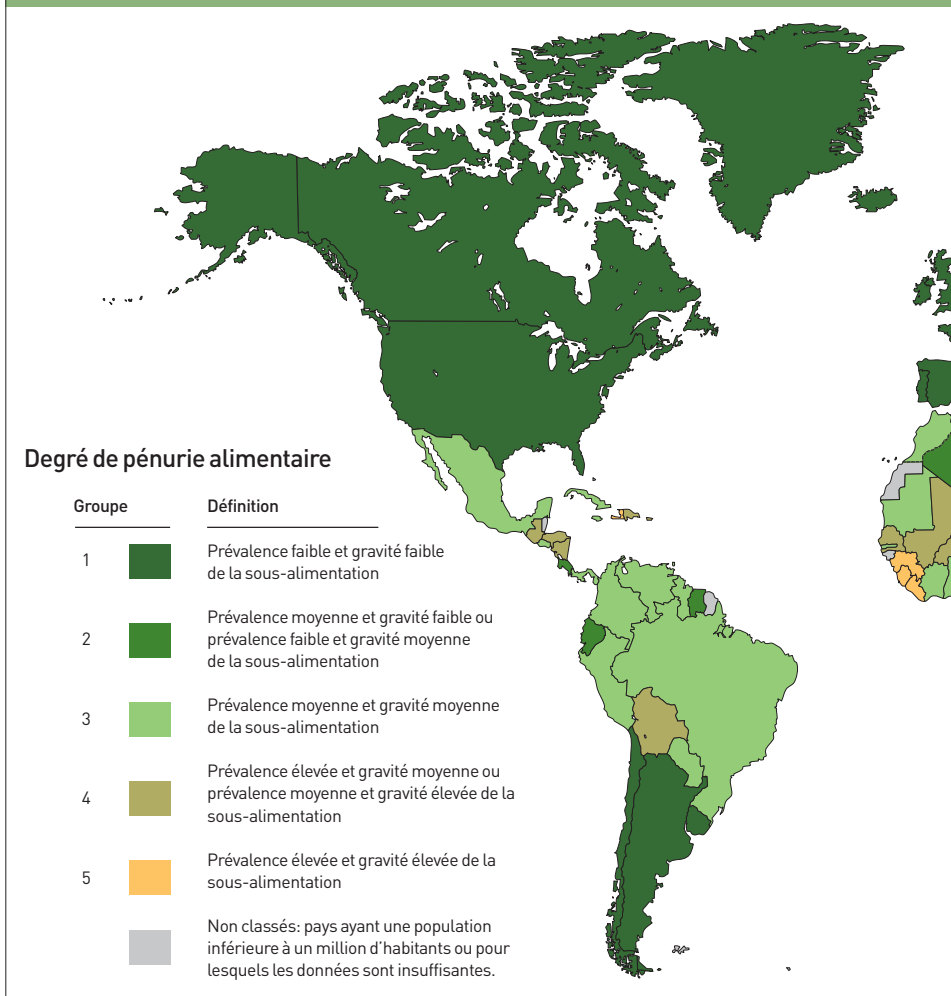
Dix-huit pays d'Afrique subsaharienne, soit près de la moitié des pays africains étudiés dans le présent rapport, appartiennent à cette catégorie, de même que l'Afghanistan, la Bangladesh, Haïti, la Mongolie et la République démocratique populaire de Corée.

À l'autre extrême, on trouve les 52 pays du groupe 1, soit l'ensemble des pays industrialisés, 11 pays en transition et 15 pays en développement relativement riches. La paix et la prospérité caractérisent tous ces pays.

L'objectif adopté au Sommet mondial de l'alimentation est de réduire le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Toutefois, on pourrait aussi obtenir des améliorations très importantes en commençant par se concentrer sur la réduction de la gravité de la faim.

Dans un tel scénario, les pays dans lesquels la prévalence de la sous-alimentation est élevée et le déficit supérieur à 300 kilocalories par personne et par jour devraient faire de la réduction de la gravité de la faim leur priorité. Cette stratégie ne leur permettrait peut-être pas d'obtenir une diminution immédiate du nombre de personnes sous-alimentées, mais ces personnes auraient moins faim qu'auparavant. En conséquence, la morbidité liée à la sous-alimentation diminuerait et les pays concernés seraient en bonne voie pour obtenir un recul durable de la prévalence de la faim.

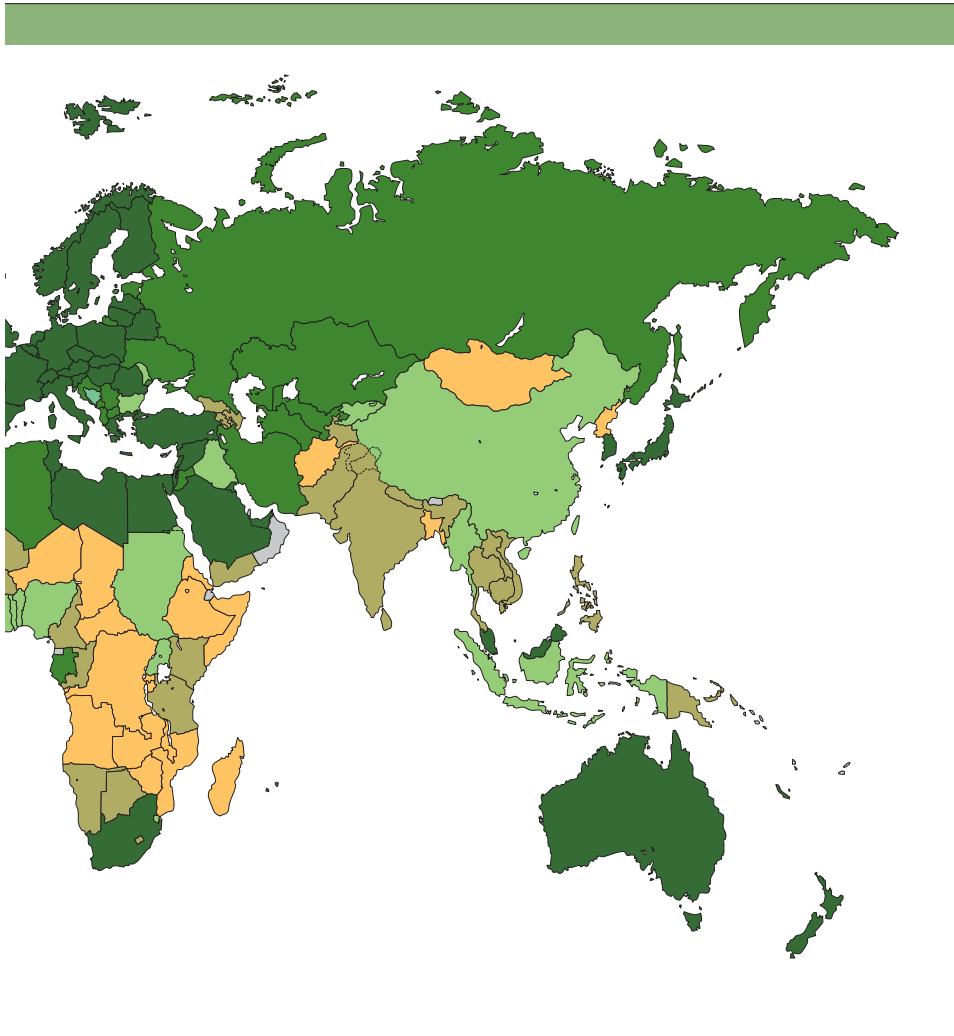
Degré de pénurie alimentaire: carte de la faim dans le monde, 1996-1998



Prévalence et gravité de la faim, 1996-1998

En combinant la prévalence et la gravité de la faim, on peut définir cinq groupes de pays

Prévalence de la faim: pourcentage de la population sous-alimentée	Gravité de la faim: déficit alimentaire des personnes sous-alimentées, en kilocalories par jour			
	< 200 (faible)	200-300 (moyenne)	> 300 (élevée)	TOTAL
Nombre de pays (les couleurs renvoient aux catégories)				
< 5% [prévalence faible]	52	0	0	52
5-19% [prévalence moyenne]	17	29	0	46
≥ 20% [prévalence élevée]	0	31	23	54
TOTAL	69	60	23	152



Estimation de la prévalence et de la gravité de la faim

La méthode employée par la FAO pour estimer la prévalence et la gravité de la sous-alimentation peut être résumée comme suit :

- Calculer le nombre total de calories qu'il est possible d'obtenir à partir de la production alimentaire locale, des échanges commerciaux et des stocks.
- Calculer le nombre minimum moyen de calories requis pour la population, en tenant compte du nombre de calories dont ont besoin les différents groupes de population selon leur âge et leur sexe et de la composition de la population.
- Diviser le nombre total de calories disponibles par le nombre d'habitants du pays.
- Déterminer un coefficient de répartition qui tienne compte de l'inégalité de l'accès à l'alimentation.
- Combiner ces informations pour déterminer la répartition de l'approvisionnement alimentaire au sein du pays et déterminer le pourcentage de la population dont la ration alimentaire est inférieure au minimum requis. Ce chiffre est le taux de prévalence de la sous-alimentation.
- Multiplier ce pourcentage par la population afin d'obtenir le nombre d'individus sous-alimentés.
- Diviser le nombre total de calories disponibles pour les personnes sous-alimentées par le nombre de ces personnes pour obtenir l'apport calorique moyen par sous-alimenté.
- Déduire l'apport énergétique moyen des personnes sous-alimentées de leurs besoins minimaux (exprimés en kilocalories par personne et par jour) pour obtenir leur déficit énergétique moyen, c'est-à-dire la gravité de la faim.

Calcul des besoins énergétiques alimentaires

La quantité de nourriture dont les gens ont besoin chaque jour – c'est-à-dire leurs besoins énergétiques alimentaires quotidiens – dépend de leur poids, de leur taille, de leur âge, de leur sexe et de leur niveau d'activité.

Le tableau ci-contre donne des exemples de différents niveaux d'activité (légère, moyenne ou intense) et la quantité des calories que nécessite cette activité pour les hommes et les femmes en fonction de leur masse corporelle. Les personnes âgées ont besoin d'un peu moins d'énergie alimentaire et les enfants de beaucoup moins.

On calcule la prévalence et la gravité de la faim en utilisant les besoins énergétiques alimentaires minimaux des différents groupes de sexe et d'âge de la population. Pour chaque groupe, le besoin minimal est fondé sur le poids minimal acceptable compte tenu de la stature moyenne du groupe dans le pays considéré et sur une activité légère.

Niveau d'activité physique des adultes

Activité légère: niveau d'activité correspondant à une occupation sédentaire (bureau ou travail derrière un comptoir avec des machines).

Activité modérée: activité physique légère permanente telle que le travail dans l'industrie légère ou le travail agricole hors saison.

Activité intense: travail intense et occasionnellement épuisant (production agricole, industries extractives et sidérurgie par exemple).

Besoins énergétiques quotidiens approximatifs des adultes

	Activité légère (kcal)	Activité modérée (kcal)	Activité intense (kcal)
Hommes (stature 1,71 m)*			
Masse corporelle minimum (54 kg)	2 335	2 682	3 164
Masse corporelle maximum (73 kg)	2 786	3 199	3 775
Femmes (stature 1,59 m)*			
Masse corporelle minimum (47 kg)	1 846	1 941	2 154
Masse corporelle maximum (63 kg)	2 223	2 337	2 594

* Les besoins alimentaires seraient plus élevés pour des personnes plus grandes et moins élevés pour des personnes plus petites. Normes fondées sur les rapports du Comité spécial mixte FAO/OMS/UNU d'experts sur les besoins en énergie et en protéines, 1985.

La sous-alimentation dans le monde

Où se trouvent les victimes de la faim dans les pays en transition?

Moins de 10 ans après la démantèlement de l'Union soviétique, en 1991, la sous-alimentation reste un problème persistant dans de nombreux pays qui ont succédé à l'URSS et qui font aujourd'hui partie de la Communauté des États indépendants (CEI). En revanche, les pays d'Europe orientale et les pays baltes ont pour l'essentiel réussi à éviter ce problème.

Telles sont les conclusions des premières estimations faites par la FAO du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en transition (pour plus de précisions, voir tableau 1 page 27). Dans neuf des 12 pays de la CEI, au moins 5 pour cent de la population souffrent de sous-alimentation. Dans quatre de ces pays (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et Tadjikistan), le taux dépasse 20 pour cent. Seul le

Bélarus a un niveau de sous-alimentation comparable aux niveaux que l'on observe dans les pays industrialisés (moins de 2,5 pour cent de la population).

Sept pays de la CEI (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan), comptant au total 53 millions d'habitants, sont maintenant considérés par l'ONU comme des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et leur produit national brut est de moins de 1 505 dollars EU par habitant.

Pour expliquer ces problèmes, on évoque généralement plusieurs raisons: la transition économique dans les pays de la CEI s'est accompagnée de mutations politiques et administratives profondes qui ont perturbé les anciennes relations commerciales et provoqué de graves pénuries de devises. En outre, les systèmes de production agricole et de

commercialisation des produits agricoles se sont complètement dérégulés, plusieurs pays ont subi une inflation galopante, il y a eu des pénuries temporaires de pain et, dans plusieurs cas, des conflits déclarés. Le produit intérieur brut a chuté, parallèlement au pouvoir d'achat d'une grande partie de la population. Dans la plupart des pays de la CEI, le niveau de la production n'a atteint aujourd'hui qu'une fraction de ce qu'il était en 1991, et le chômage et le sous-emploi sont très importants, même s'ils sont souvent atténués du fait que beaucoup de gens travaillent dans le secteur informel.

Toutefois, les données relatives à l'Europe orientale et aux pays baltes, qui ont subi des perturbations similaires, montrent que la transition économique n'entraîne pas nécessairement une diminution de la sécurité alimentaire.

Note sur les estimations

La FAO estime le nombre de personnes sous-alimentées à partir des données disponibles relatives à la population, à la production vivrière, au commerce et à la distribution des produits alimentaires ou à la distribution des revenus.

Pour de nombreux pays, ces données sont lacunaires. Dans les pays de la CEI, le problème est aggravé par les difficultés dues à la transformation des systèmes de collecte des données.

À l'époque de la planification centralisée, les données provenaient principalement des dossiers administratifs. Pour remplacer ces données, il faut faire des enquêtes, mais ce travail ne fait que commencer. C'est pourquoi il faut prendre avec beaucoup de précaution les estimations relatives au nombre et à la proportion de personnes sous-alimentées dans la CEI.

Vu le manque de fiabilité des données actuelles dans de nombreux pays de la CEI, les experts complètent les données quantitatives par des évaluations qualitatives. Les observations sur le terrain confirment les statistiques et montrent qu'une grande proportion de la population vit dans des conditions très difficiles: le pouvoir d'achat est faible, il n'y a pas assez d'emplois, l'alimentation est insuffisante et beaucoup de gens manquent de combustible, de logement, de moyens de transport et de soins de santé.

Communauté des États indépendants



Vulnérabilité des pays de la CEI en matière de sécurité alimentaire

Très vulnérables	Relativement peu vulnérables	Relativement vulnérables
Azerbaïdjan	Kazakhstan	Arménie
Tadjikistan	Fédération de Russie	Géorgie
	Ukraine	Kirghizistan
Moyennement vulnérables		Très peu vulnérables
République de Moldova		Bélarus
Turkménistan		
Ouzbékistan		



En 1996-1998, seuls cinq de ces 12 pays d'Europe orientale et trois pays baltes avaient un taux de sous-alimentation supérieur à 5 pour cent de la population et dans aucun de ces pays le taux ne dépassait 20 pour cent.

Le risque de sous-alimentation dans les pays de la CEI a aussi diminué depuis 1995, mais pas autant qu'en Europe orientale et dans les pays baltes. La libéralisation du marché des produits agricoles et la privatisation de l'agriculture ont entraîné une amélioration de la distribution des aliments dans la plupart de ces pays. Le contrôle du prix des céréales et du pain a en grande partie été supprimé, le commerce privé joue un rôle beaucoup plus important et les pénuries ont presque disparu. En conséquence, les programmes d'aide alimentaire d'urgence ont été suspendus dans la plupart des pays de la CEI. En 1997, la majorité des produits agricoles, dans presque tous les pays de la CEI, étaient produits par le secteur privé. Les producteurs privés vendaient jusqu'à 30 ou 40 pour cent de leur production, en général directement aux consommateurs contre paiement en espèces.

L'insécurité alimentaire en Azerbaïdjan

En Azerbaïdjan, l'offre de produits alimentaires est suffisante sur les marchés urbains et ruraux, mais le pouvoir d'achat de l'essentiel de la population (7,6 millions d'habitants) reste très bas. La nourriture coûte en moyenne 60 dollars par mois pour une famille de cinq personnes et représente environ 70 pour cent du budget des ménages les plus vulnérables sur le plan économique.

L'Azerbaïdjan reçoit une aide humanitaire depuis le début des années 90. Près de 500 000 personnes (dont la moitié ont fui les zones touchées par le conflit avec l'Arménie) ont encore besoin de cette aide. Aujourd'hui, la plupart d'entre elles ont vendu tous leurs biens de valeur et leur marge de sécurité est presque nulle.

Une enquête sur les familles déplacées à l'intérieur du pays, réalisée en 1998, a montré que 30 pour cent d'entre elles présentaient des signes de sous-alimentation.

Source: Rapport spécial: Mission FAO/Programme alimentaire mondial d'évaluation des disponibilités alimentaires en Azerbaïdjan, décembre 1999.

L'insécurité alimentaire en Géorgie

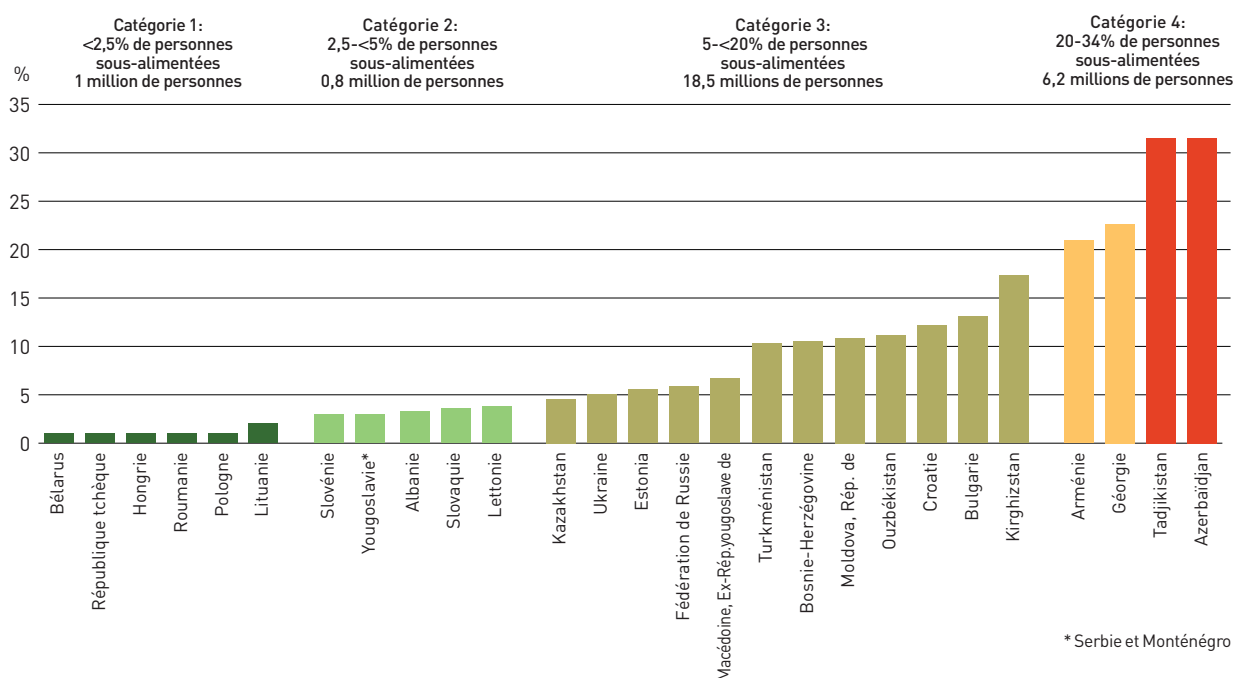
En Géorgie, les revenus ruraux n'ont quasiment pas augmenté malgré l'expansion rapide du secteur agricole depuis 1995. Les inégalités de revenu se sont beaucoup aggravées et une grande partie des 5,1 millions d'habitants du pays sont pauvres. Les dépenses alimentaires absorbent 60 à 70 pour cent du budget familial moyen.

Le régime de sécurité sociale est assez peu efficace: les retraites et les autres prestations sont très faibles et souvent versées avec beaucoup de retard. Les personnes âgées, les handicapés, les chômeurs et les communautés isolées restent très exposés à l'insécurité alimentaire.

Officiellement, il n'y a pas de sous-alimentation aiguë; toutefois, on observe une aggravation lente, mais indéniable, de la sous-alimentation chez les enfants, en dépit des distributions ciblées d'aide alimentaire supplémentaire.

Source: Évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires en Géorgie, FAO, Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture, décembre 1999.

Proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en transition, par catégorie de prévalence, 1996-1998



État nutritionnel et vulnérabilité

Le spectre de la malnutrition

Le spectre de la malnutrition inclut tous les problèmes qui peuvent se produire lorsque l'apport en énergie alimentaire ou autres nutriments est insuffisant, excessif ou déséquilibré.

À une extrême, on trouve le problème de la sous-alimentation, qui est souvent un problème d'insuffisance des *macronutriments*. On emploie différents indicateurs pour mesurer ce problème, tels que l'insuffisance de l'apport énergétique, le dépérissement, le retard de croissance, l'insuffisance pondérale ou l'insuffisance de l'indice de masse corporelle (IMC). Les personnes qui n'ont pas un apport énergétique suffisant sont exposées à des maladies et à une mortalité précoce; en outre, elles sont apathiques et incapables de se concentrer. À l'autre extrême, on trouve le problème de la suralimentation, qui provoque surcharge pondérale et obésité. Les personnes suralimentées se caractérisent par un IMC élevé. L'obésité, phénomène déjà bien connu dans les pays développés, est de plus en plus fréquente chez les citoyens des pays en développement. Ces derniers pays n'y ont jusqu'à présent pas prêté beaucoup d'attention car le problème de la sous-alimentation est plus urgent. Toutefois, les conséquences de l'obésité, qui réduit la productivité et accroît le risque de maladie cardiaque, d'hypertension, de diabète et de certains cancers, peuvent être aussi graves que celles de l'insuffisance pondérale.

Les graphiques de ces deux présentes pages donnent l'éventail de l'apport calorique et des manifestations physiques correspondantes chez les adultes et récapitulent les indicateurs les plus récents de la sous-alimentation des enfants. L'état nutritionnel des femmes adultes est examiné aux pages 11 et 12.

Un régime déséquilibré en termes de macronutriments, c'est-à-dire les composantes de l'alimentation qui fournissent de l'énergie, peut aussi être dangereux même lorsque l'apport énergétique total est suffisant. Toutefois, la proportion acceptable des différents macronutriments, exprimée en pourcentage de l'apport énergétique total, peut être très variable: 55 à 75 pour cent de glucides, 15 à 35 pour cent de lipides et 10 à 15 pour cent de protéines.

Au problème général de l'insuffisance de l'apport énergétique se superpose celui des *carences en micronutriments*. Les micronutriments (minéraux et vitamines) sont indispensables pour la croissance, le développement et le bon fonctionnement de l'organisme. Les carences sont particulièrement fréquentes chez les femmes en âge de procréer, les enfants et les personnes ayant des problèmes immunitaires comme les malades du SIDA. Les personnes qui n'ont pas un apport calorique suffisant ont toujours des carences en micronutriments, mais celles qui mangent trop peuvent aussi en souffrir. Les principales carences sont les suivantes:

- L'anémie ferriprive touche environ 1,5 milliard de personnes, essentiellement des femmes et des enfants.
- Les problèmes dus à la carence en iode touchent quelque 740 millions de personnes dans le monde.
- La cécité due à l'avitaminose A touche quelque 2,8 millions d'enfants de moins de cinq ans et on considère que plus de 200 millions de personnes ont des carences en vitamine A.
- La carence en calcium chez les femmes enceintes et allaitantes peut se répercuter sur le développement des enfants, et chez

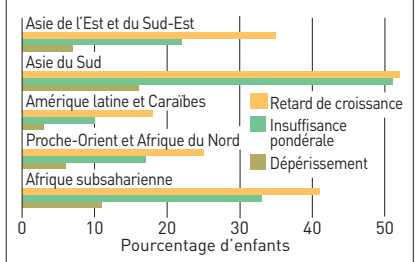
les femmes plus âgées elle peut provoquer de l'ostéoporose.

- L'avitaminose C aiguë (scorbut) est un problème qu'on trouve principalement dans les populations très démunies ou chez les réfugiés.

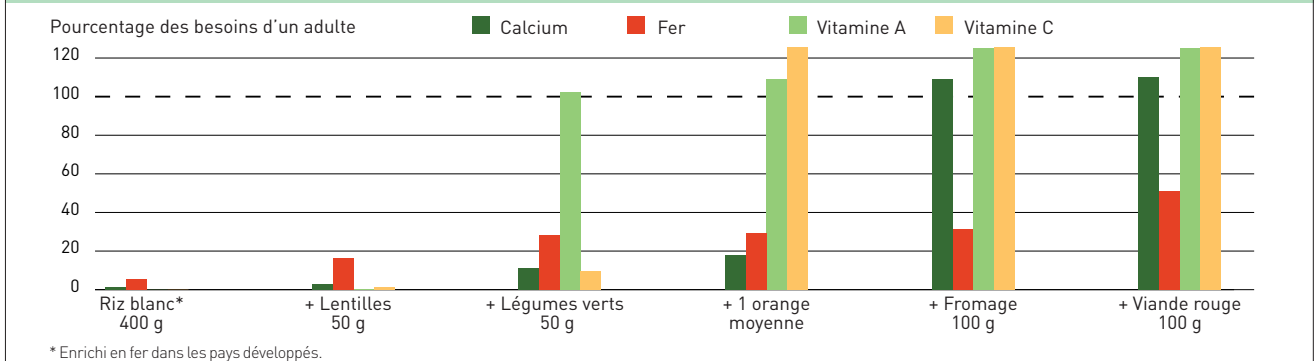
On connaît avec beaucoup de précision les besoins en micronutriments. Dans la plupart des cas, les carences peuvent être corrigées par une alimentation équilibrée. L'essentiel est que l'alimentation soit variée.

La sous-alimentation chez les enfants de moins de 5 ans dans les pays en développement

En pleine période de croissance, les nourrissons et les jeunes enfants, en particulier ceux qui ont moins de 2 ans, ont besoin d'une alimentation riche en énergie et en nutriments. Une alimentation insuffisante les empêche de réaliser tout leur potentiel génétique. La sous-alimentation grave peut causer un décès prématuré, des handicaps permanents et une grande fragilité face à de nombreuses maladies mortelles. La croissance des enfants est un bon indicateur de leur état de santé général. Le graphique ci-après illustre la prévalence de la sous-alimentation chez les jeunes enfants dans les pays en développement.



La diversité de l'alimentation améliore considérablement l'apport en micronutriments





Interprétation de l'indice de masse corporelle

L'indice de masse corporelle (IMC) est une norme anthropométrique qui indique la composition de la masse corporelle des hommes et des femmes. Au début, il était employé pour mesurer l'obésité dans les pays développés mais, aujourd'hui, on l'applique aux adultes dont la masse corporelle est insuffisante ou excessive dans tous les pays du monde.

L'IMC est un indicateur simple, commode et relativement peu coûteux à mesurer pour déterminer l'adéquation de l'apport calorique. C'est un indicateur grossier de l'état nutritionnel, qui doit être complété par d'autres renseignements pour déterminer l'état de santé de la personne considérée. Les seuils doivent parfois être adaptés pour certains groupes d'adultes, comme les adolescents, les femmes enceintes et les personnes âgées.

Comment calculer l'IMC

On obtient l'IMC en divisant le poids (en kilogrammes) par le carré de sa taille (en mètres).

$$ICM = \text{poids corporel (kg)} / \text{taille}^2 \text{ (m)}$$

Quels sont les risques associés à un IMC insuffisant ou excessif?

La figure ci-dessous illustre l'éventail de l'IMC, depuis les personnes souffrant d'insuffisance pondérale grave (IMC <16) jusqu'à celles qui souffrent d'obésité extrême (IMC >40). Les personnes qui sont à l'une ou l'autre extrême sont beaucoup plus exposées à différents problèmes de santé que celles qui sont au centre (18,5-25).

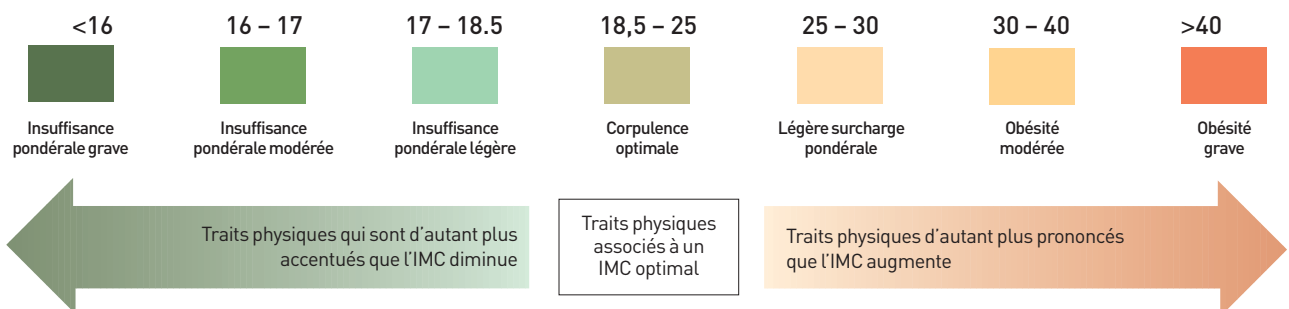
Le débat actuel au sujet de l'IMC

Dans la présente publication, nous considérons que la fourchette de 18,5 à 25 est celle qui correspond à un adulte en bonne santé. Ces seuils ont été recommandés par la FAO, l'Organisation mondiale de la santé et le Groupe consultatif international sur l'énergie alimentaire, et sont de plus en plus employés dans toutes les régions du monde.

Toutefois, ils ne sont pas universellement acceptés. Certains chercheurs pensent qu'il faudrait établir des seuils spécifiques pour des populations de référence dans les différents pays, afin de tenir compte des différences de stature et de masse musculaire. Il ne faut pas oublier que l'indice de masse corporelle doit être ajusté lorsqu'on cherche à analyser la prévalence de l'insuffisance pondérale et de la surcharge pondérale dans certains pays (voir page 12).

De la maigreur à l'obésité: l'IMC chez l'adulte

IMC



- Maigreur
- Apport énergétique insuffisant pour une activité normale
- Apathie, léthargie
- Santé fragile
- Mauvaise santé des mères et des nourrissons
- Problèmes de santé dus à des carences en macronutriments et en micronutriments

- Vie active normale
- Risque de maladie réduit
- Pas de problèmes de santé liés à la nutrition à condition que le régime soit bien équilibré

- Vie sédentaire
- Maladies cardiovasculaires
- Diabète
- Risque de certains cancers
- Problèmes de santé dus à des déséquilibres en macronutriments et micronutriments.

État nutritionnel et vulnérabilité

Les femmes: besoins différents, risques accrus

Dans les familles exposées à l'insécurité alimentaire, les femmes sont plus souvent sous-alimentées que les hommes en raison de leurs besoins physiologiques spécifiques. Comme elles sont plus petites et moins musclées en moyenne que les hommes, et que leur métabolisme de base est plus bas, elles ont besoin d'environ 25 pour cent de calories de moins par jour. Toutefois, elles ont besoin d'une quantité égale voire supérieure de nombreux nutriments. Afin de compenser le fait que leur ration est réduite, elles doivent manger une proportion beaucoup plus élevée d'aliments riches en nutriments.

Le tableau ci-dessous récapitule les résultats de recherches récentes sur les besoins en nutriments des hommes et des femmes. Toutefois, dans le cas des femmes on ne peut pas se contenter d'examiner les besoins quotidiens.

Dans la plupart des cas, une femme a besoin de consommer des aliments comportant une proportion plus élevée de vitamines et de minéraux pour une même quantité de calories que les hommes. Par exemple, une femme a besoin de 2,5 fois plus de fer qu'un homme. Comme elle mange moins de calories, il faut que la proportion de fer soit 3,5 fois plus élevée. En ce qui concerne le calcium et la vitamine C, les femmes ont les mêmes besoins que les hommes, mais il faut que leur ration comporte 40 pour cent de plus de ces nutriments.

Lorsque les femmes sont enceintes ou allaitent, elles doivent avoir une alimentation encore plus riche en énergie et en nutriments. Pendant la grossesse, une femme a besoin de

300 kilocalories de plus par jour à partir du premier trimestre et de 500 kilocalories de plus lorsqu'elle allaite son bébé. Tout au long de la grossesse, elle a besoin de presque autant de protéines qu'un homme (60 g contre 63 g par jour) et plus durant la lactation (65 g par jour). Une femme enceinte a besoin d'environ quatre fois plus de fer, 1,5 fois plus de folate et 20 pour cent de plus de calcium qu'en temps normal. Pendant la lactation, elle a besoin de 40 pour cent de vitamine A et C et de 15 pour cent de vitamine B12 de plus. Il en va de même pour les autres micronutriments.

Les femmes enceintes qui n'ont pas une alimentation suffisante et suffisamment variée sont plus exposées à des complications durant la grossesse et l'accouchement. Dans les pays en développement, de nombreux décès de nourrissons et de jeunes enfants sont imputables au mauvais état nutritionnel de la mère.

Les mères adolescentes et leurs bébés sont particulièrement vulnérables en cas de malnutrition. Les filles continuent généralement de grandir et de prendre du poids jusqu'à l'âge de 18 ans et leur masse osseuse n'atteint son maximum qu'à l'âge de 25 ans environ. La ration alimentaire d'une adolescente souffrant de faim chronique (comme la jeune mariée pakistanaise décrite à la page 14) est insuffisante pour permettre à la fois sa propre croissance et celle du fœtus. Les jeunes femmes sous-alimentées donnent souvent naissance à des bébés très chétifs.

Un des moyens d'évaluer l'état nutritionnel des femmes consiste à employer l'indice de masse corporelle (IMC). Le graphique de la page en regard

récapitule la distribution de l'IMC chez les femmes dans un certain nombre de pays.

L'IMC nous dit deux choses au sujet de l'état nutritionnel des femmes. Premièrement, comme de nombreux problèmes liés à la nutrition s'observent chez les personnes qui souffrent soit d'insuffisance pondérale, soit de surcharge pondérale (voir pages 9 et 10), l'IMC donne une indication de l'état de santé. Deuxièmement, c'est un indicateur important de l'issue probable d'une grossesse. Ainsi, une étude réalisée en Inde a montré que 41 pour cent des bébés de mères souffrant d'insuffisance pondérale légère (IMC compris entre 16 et 17) avaient un poids à la naissance inférieur à 2 500 g. Le pourcentage monte à 53 pour cent lorsque l'IMC de la mère est inférieur à 16. De même, une femme obèse est beaucoup plus exposée à des complications durant la grossesse et l'accouchement.

Discrimination à table?

Dans certaines sociétés, la tradition veut que les hommes valides mangent les premiers, avant les femmes, les enfants et les vieux. Pour certains observateurs, cette pratique signifie que ceux qui mangent après sont sous-alimentés.

Toutefois, de nombreuses analyses de la distribution des produits alimentaires au sein des ménages n'ont pas pris en compte tous les facteurs qui déterminent les besoins alimentaires et en particulier les suivants:

- Dépense d'énergie – Que font les différents membres de la famille durant la journée? Combien d'énergie faut-il pour bêcher, chercher du bois, faire les travaux domestiques, tenir un étal au marché?
- Masse corporelle – Quelle est la corpulence des membres de la famille? Leur poids est-il optimal, compte tenu de leur stature, de leur âge et, dans le cas des femmes, du fait qu'elles sont enceintes ou allaitantes?

En 1996, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires a, après une analyse de la littérature, conclu qu'«il n'est pas vraiment démontré qu'il y a une discrimination en faveur des hommes en matière de consommation alimentaire». Si l'on tient compte du niveau d'activité et de la corpulence, la discrimination relevée par de nombreux auteurs est en fait minime.

Néanmoins, il faut poursuivre les recherches sur la façon dont la répartition de la nourriture à l'intérieur des ménages est décidée. Il faut éduquer les personnes qui s'occupent des autres membres de la famille au sujet des besoins nutritifs spécifiques de ces derniers.

Besoins nutritionnels des femmes* et des hommes

Nutriments	Femme adulte par jour	Homme adulte par jour	Femme adulte pour 1 000 kcal ¹	Homme adulte pour 1 000 kcal ²
Calcium (mg)	1 000	1 000	500	350
Fer (mg) ³	24	11	12	4
Vitamine A (µg ER)	500	600	250	210
Vitamine C (mg)	45	45	23	16
Vitamine E (mg)	7,5	10	3,6	3,6
Niacine (mg)	14	16	7	6
Protéines (g)	50	63	25	22,5

¹ Sur la base d'un apport calorique total de 2 000 kcal par jour.

² Sur la base d'un apport calorique total de 2 800 kcal par jour.

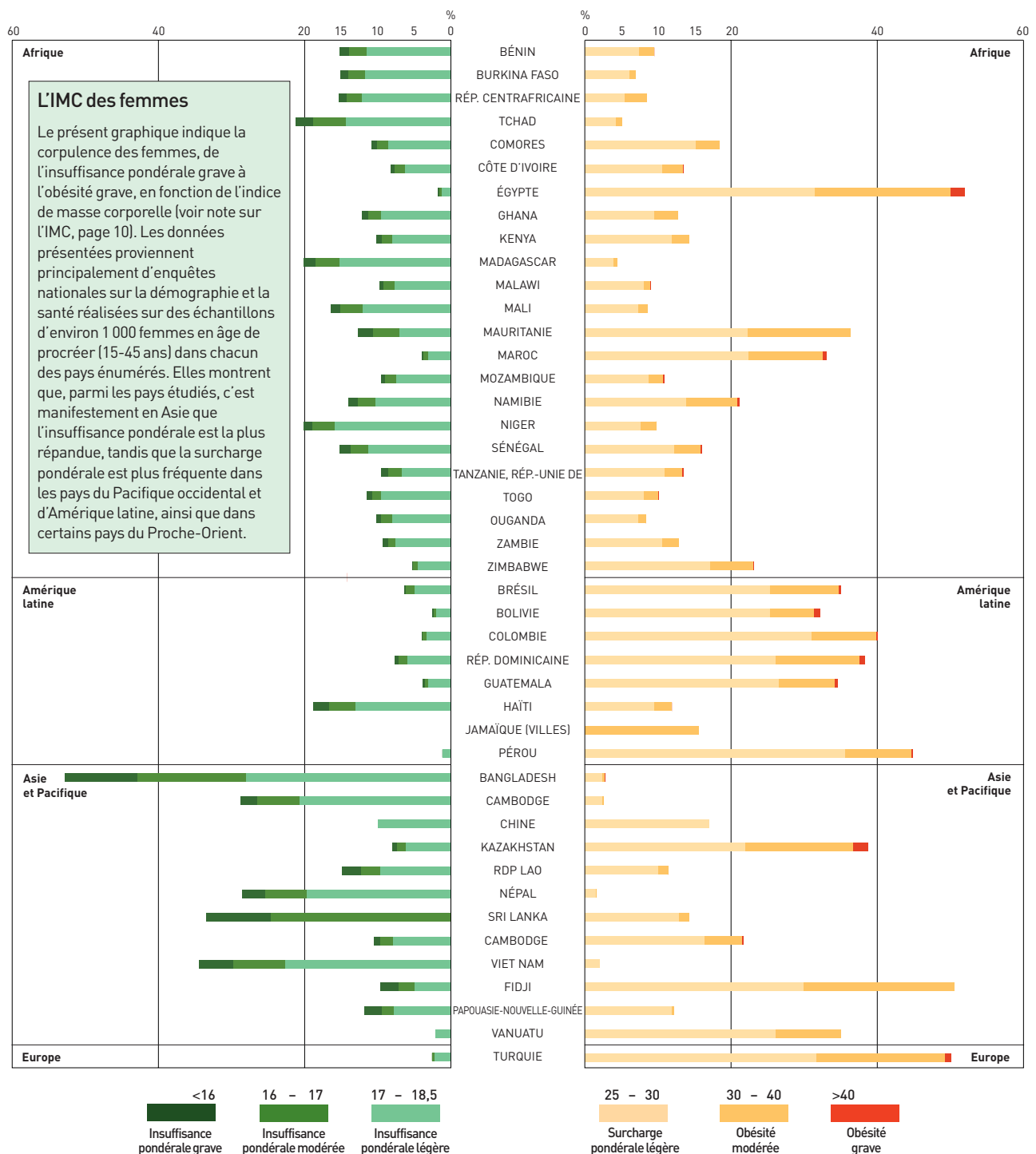
³ Sur la base d'une biodisponibilité de 12 pour cent.

* Ces chiffres ne tiennent pas compte des besoins accrus des femmes enceintes et allaitantes (voir le texte pour plus de précisions).

Source: Pour les vitamines et les minéraux; Joint FAO/WHO Expert Consultation on Human Vitamin and Mineral Requirements, Report on Recommended Nutrient Intakes, FAO Bangkok, septembre 1998 (sous presse).



Pourcentage de femmes dont l'indice de masse corporelle est insuffisant ou excessif



État nutritionnel et vulnérabilité

L'alimentation de ceux qui ont faim

La sous-alimentation est généralement mesurée par le pourcentage de la population dont la ration alimentaire est insuffisante, mais cela ne nous dit pas ce que signifie pour un individu le fait de n'avoir jamais assez à manger, jour après jour.

Les encadrés des deux présentes pages décrivent le régime alimentaire de trois personnes souffrant de faim chronique: un garçon zambien, un homme bolivien et une adolescente pakistanaise récemment mariée*. Ces personnes sont dans une situation de vulnérabilité nutritionnelle permanente car elles vivent dans des familles qui n'ont pas suffisamment de ressources pour produire, acheter et préparer toute la nourriture nécessaire pour être en bonne santé; toutefois, il peut y avoir des variations d'un jour à l'autre et selon la saison.

Même lorsqu'un pays a assez d'aliments pour nourrir convenablement sa population, il se peut que certains groupes soient exposés à l'insécurité alimentaire. Au sein des communautés, certaines familles sont plus menacées par la sous-alimentation que d'autres et, au sein de la famille, certains membres sont également défavorisés. Les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes sont les groupes les plus vulnérables (voir pages 11 et 12 pour plus de précisions), mais la sous-alimentation touche toutes les catégories sociales. À cause d'elle, les enfants d'âge scolaire ne peuvent pas tirer le meilleur parti de l'éducation qu'ils reçoivent, les travailleurs sont moins productifs et les jeunes femmes risquent plus de fausses couches.

L'exemple de la Zambie montre qu'une personne peut avoir assez à manger certaines saisons et souffrir de sous-alimentation durant d'autres saisons, ce qui est particulièrement dangereux pour les enfants en période de croissance, car ces épisodes de sous-alimentation peuvent entraîner des retards de croissance et d'autres problèmes. Cet exemple montre aussi que certains nutriments importants peuvent manquer même lorsque l'apport calorique est suffisant.

Le cas de la Bolivie souligne l'importance de la production vivrière locale, qui souvent n'apparaît pas dans les statistiques officielles de la disponibilité alimentaire. Toutefois, même avec cet apport, les populations peuvent souffrir de sous-alimentation grave.

Le cas du Pakistan illustre les préoccupations que suscite la sous-alimentation des mères adolescentes, facteur qui aggrave la mortalité infantile et maternelle dans de nombreuses régions du monde.

Les encadrés ci-contre décrivent ce que ces personnes ont mangé durant deux périodes de 24 heures et illustrent des modes d'alimentation typiques, mais ils ne sont pas représentatifs de l'alimentation de l'ensemble de la population.

* Les noms sont fictifs.

Méthodes d'analyse des régimes alimentaires

Pour étudier les régimes alimentaires, on recueille des informations sur la façon dont les aliments sont préparés, la taille des portions consommées et la fréquence des repas. Généralement, on recueille des données sur une journée, mais comme les repas varient d'un jour à l'autre, il est préférable d'étudier trois jours, voire une semaine entière. Dans certaines études, on analyse aussi les variations saisonnières. L'étape suivante consiste à déterminer la valeur nutritionnelle des aliments consommés. Cela permet de connaître l'origine et la quantité totale des calories et des nutriments fournis par le régime alimentaire.

Garçon zambien

Mumba Mwansa a 7 ans et il vit dans le nord de la Zambie à proximité d'un lac sur lequel son père travaille comme pêcheur salarié. Sa mère cultive des légumes tels que patates douces, doliques, citrouilles et arachides. Son père cultive du manioc pendant la saison des pluies, lorsque la pêche s'arrête.

Durant la saison sèche, Mumba mange des patates douces bouillies avec quelques cacahuètes rôties le matin. Il emporte à l'école un en-cas composé de manioc rôti et, l'après-midi, il partage avec sa famille une bouillie de manioc et de la brème bouillie. Le soir, la famille mange une nouvelle portion de bouillie de manioc et les restes de poisson.

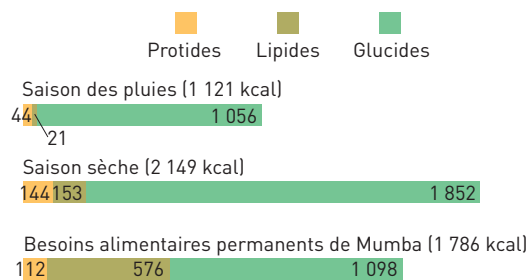
Grâce au poisson et à la farine de manioc, en saison sèche Mumba mange suffisamment de glucides et de protéines. Par contre, il est carencé en matières grasses, fer et calcium, qui sont tous nécessaires pour la croissance et la santé.

La saison des pluies est plus dure. Les parents de Mumba se rendent dans les champs tôt le matin, si bien qu'il doit, soit cuire le manioc lui-même, soit se passer de petit-déjeuner. L'après-midi, sa mère prépare une bouillie de manioc accompagnée de légumes et de farine d'arachide. Mumba a une collation le matin et une autre l'après-midi, composées de trois petites mangues, mais les Mwansa ne mangent rien le soir.

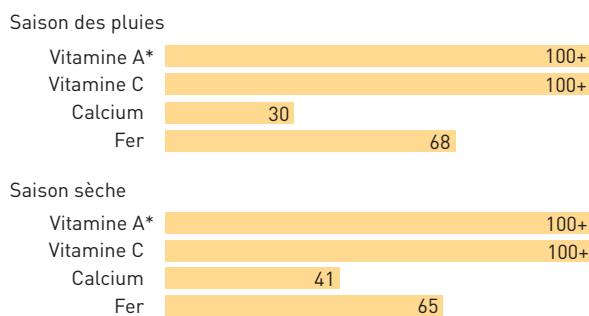
Durant cette saison, la ration alimentaire de Mumba ne fournit pas suffisamment d'énergie pour permettre une croissance et une activité normales et pour préserver sa santé. Un garçon de son âge a besoin de 1 800 kilocalories par jour et, le jour étudié, il n'a consommé que 1 121 kilocalories.

En raison des disettes saisonnières et de l'absence de certains nutriments essentiels tout au long de l'année, un très grand nombre d'enfants souffrent de retard de croissance dans la zone où vit Mumba.

Le régime alimentaire de Mumba: macronutriments en kilocalories



Micronutriments, en pourcentage des besoins



* L'absorption de la vitamine A est limitée car l'alimentation ne comporte pas suffisamment de matières grasses.



Homme bolivien

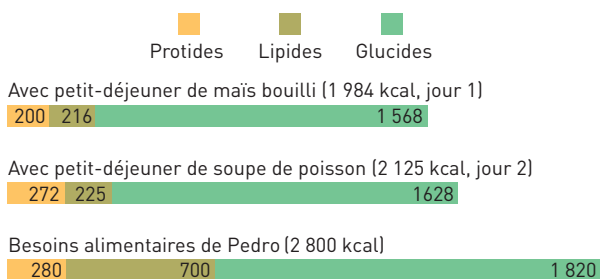
Pedro Quispe a 35 ans et fait vivre ses quatre enfants et sa femme en travaillant sur une ferme à proximité du lac Titicaca en Bolivie. Certains matins, il commence la journée avec un repas composé de maïs bouilli, de conserve de pommes de terre (*chuño*) et de haricots frits. Deux ou trois fois par semaine, sa femme lui sert du *wallake*, soupe composée de poissons du lac (*carach*) et de pommes de terre, d'oignons, de piments (*ají amarillo*), de *koa* (herbe aromatique), de lard et de sel.

Pedro doit marcher une demi-heure pour se rendre aux champs. Après plusieurs heures de travail, il prend une collation de *chuño* accompagnée d'une sauce de piments, oignons et tomates.

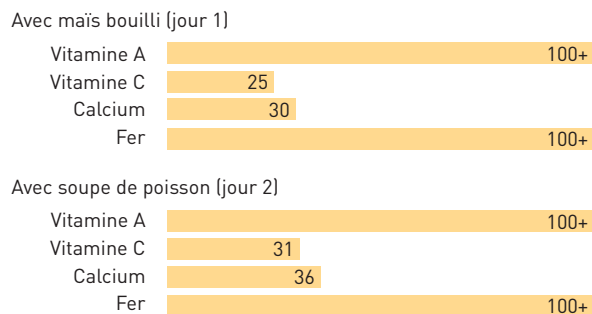
Le soir, à son retour, sa femme lui sert une soupe de riz, pommes de terre, oignons, carottes, lard et sel, avec une galette appelée *quispina*, qui est faite à base d'une céréale indigène (*Chenopodium quinoa*). Il accompagne son repas d'une boisson froide à base d'orge, appelée *pito de cebada retostada*, d'eau et de sucre.

Pedro a besoin de beaucoup d'énergie pour travailler les champs, marcher sur de longues distances et faire les tâches domestiques trop lourdes pour sa femme. On estime que dans cette région montagneuse un homme a besoin d'au moins 2 800 kilocalories par jour pour être en bonne santé et avoir une activité normale. Le régime alimentaire de Pedro ne fournit que 75 pour cent de l'énergie dont il a besoin car il ne mange pas assez de matières grasses et de glucides. Il est aussi carencé en calcium et vitamine C.

Le régime alimentaire de Pedro: macronutriments en kilocalories



Micronutriments, en pourcentage des besoins



Adolescente pakistanaise

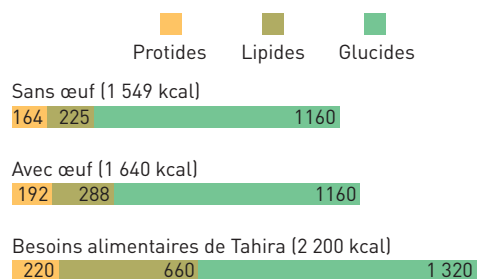
Tahira Khan est une jeune mariée de 15 ans qui vit dans une communauté isolée du Pakistan, dans une zone de collines. Le matin, elle va chercher de l'eau pour faire du thé qu'elle boit accompagné de lait et de sucre. Avec sa belle-mère, elle prépare ensuite le petit-déjeuner familial; lorsque les hommes sont partis aux champs, elle mange sa part, soit un *paratha* (type de crêpe) de farine de blé complet et de beurre clarifié. Une ou deux fois par semaine elle mange aussi un œuf frit dans le beurre clarifié.

Tahira et sa belle-mère consacrent l'essentiel de la journée à des tâches ménagères. L'après-midi, elle mange un *chapati* (pain blanc léger) accompagné de pommes de terre et d'aubergines, avec une sauce composée de tomates, oignons et piments rouges cuits dans du beurre clarifié. Lorsque les hommes reviennent des champs, elle leur sert le repas du soir, puis mange le sien, c'est-à-dire à nouveau un *chapati* et un mélange de légumes cuits dans du beurre clarifié.

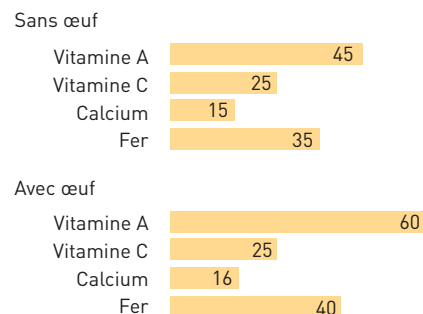
Comme le village est isolé, la famille de Tahira se nourrit essentiellement des produits du jardin, si bien que son régime est peu varié. La ration de Tahira apporte presque assez de protéines, mais ces protéines sont de qualité insuffisante car elles proviennent essentiellement du blé. Les légumineuses améliorent l'apport protéique, mais elle n'en mange pas assez. Son alimentation est particulièrement carencée en matières grasses et n'apporte pas suffisamment de glucides.

La sous-alimentation de Tahira est d'autant plus grave qu'elle est encore en période de croissance. En particulier, elle devrait manger davantage de calcium pour nourrir son futur enfant et disposer d'une réserve de calcium pour plus tard. Si elle est enceinte, sa santé et sa vie, ainsi que celles du bébé, seront menacées. Le mauvais état nutritionnel est une des causes de la forte mortalité infantile et maternelle observée au Pakistan.

Le régime alimentaire de Tahira: macronutriments en kilocalories



Micronutriments, en pourcentage des besoins



État nutritionnel et vulnérabilité

Qui sont ceux qui ont faim? Les profils des groupes vulnérables

Pour lutter contre la faim dans le monde, on a mis au point un nouvel outil afin d'aider à axer les interventions sur les personnes les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire: «le profil des groupes vulnérables», qui est un moyen de déterminer qui, dans une population donnée, a faim, les raisons de cette faim et ce qu'on peut faire pour y remédier. Cet outil a été élaboré dans le cadre du Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV). Il peut être appliqué seul ou associé à d'autres méthodes d'évaluation de la vulnérabilité.

Il donne des résultats parfois très inattendus qui devraient fortement inciter les responsables à agir. Par exemple, au Bénin il a montré que près de la moitié de la population était exposée à l'insécurité alimentaire; la FAO estime que le tiers environ de ces personnes vulnérables souffrent déjà de sous-alimentation (voir pages 17 et 18).

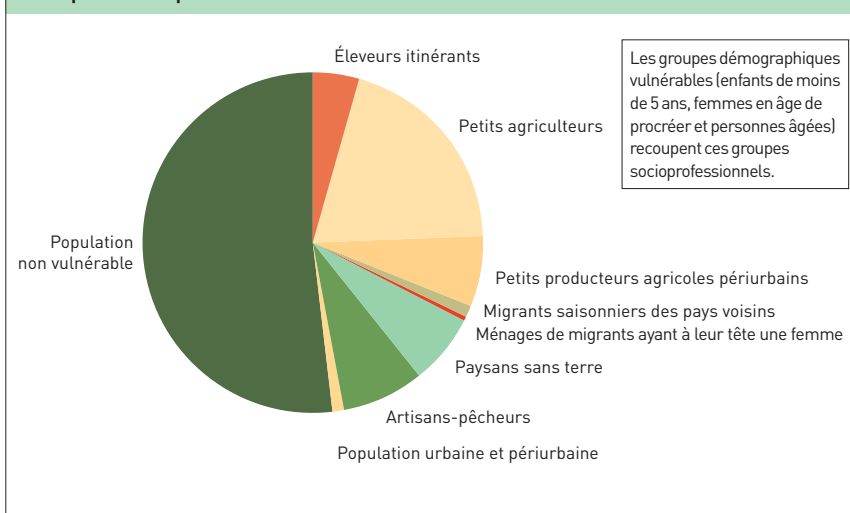
Pour déterminer quels sont les groupes vulnérables dans un pays, il faut faire une vaste consultation. On peut commencer par organiser une réunion nationale de réflexion avec la participation d'un large groupe de parties prenantes, y compris des représentants des établissements universitaires, des associations professionnelles, des coopératives, des groupes d'agriculteurs, des ministères et autres administrations de l'État, des collectivités locales, des organisations non gouvernementales, des groupes tribaux et des associations de femmes.

Une telle réunion a été organisée au Bénin en mai 1999, avec 40 personnes de toutes les régions du pays et tous les secteurs de la société. Les participants, choisis en fonction de leurs connaissances pratiques et de leur expérience en matière de sécurité alimentaire ont défini huit catégories socioéconomiques et trois catégories démographiques de personnes exposées à l'insécurité alimentaire.

Ce genre d'analyse peut être faite dans toutes les pays du monde et permet aux participants, grâce à la diversité de leur expérience et de leurs points de vue, de déterminer:

- quelles sont les personnes vulnérables dans le pays;
- où elles vivent;
- quels sont leurs principaux moyens d'existence;

Groupes socioprofessionnels vulnérables au Bénin



Les groupes démographiques vulnérables (enfants de moins de 5 ans, femmes en âge de procréer et personnes âgées) recoupent ces groupes socioprofessionnels.

- quel est leur régime alimentaire;
 - quels sont les facteurs qui les rendent vulnérables face à la faim et à la sous-alimentation.
- Il existe autant de moyens de classer les personnes qui souffrent de la faim que de causes de cette faim. Un des classements les plus utiles consiste à définir les groupes en fonction de leur principal moyen de subsistance, car il est facile d'emploi et intègre de nombreux facteurs qui sont à l'origine de l'insécurité alimentaire. D'autres méthodes de classement peuvent aussi être utiles à condition qu'elles englobent toutes les personnes concernées et puissent être appliquées à l'échelle nationale sans que certains groupes soient comptés plusieurs fois.

On peut employer les données de recensement et des résultats d'autres enquêtes pour calculer le pourcentage de la population de chaque groupe vulnérable dans la population nationale. Il faut parfois subdiviser en sous-groupes les groupes définis dans un premier temps en termes assez généraux pour bien adapter les actions de promotion de la sécurité alimentaire.

Comme le montre le schéma, il faut que chaque profil contienne des renseignements sur les facteurs qui ont une influence sur les moyens d'existence et donc sur la sécurité alimentaire des personnes concernées. Ces facteurs sont les suivants:

- ressources appartenant aux ménages ou auxquelles ils ont accès;

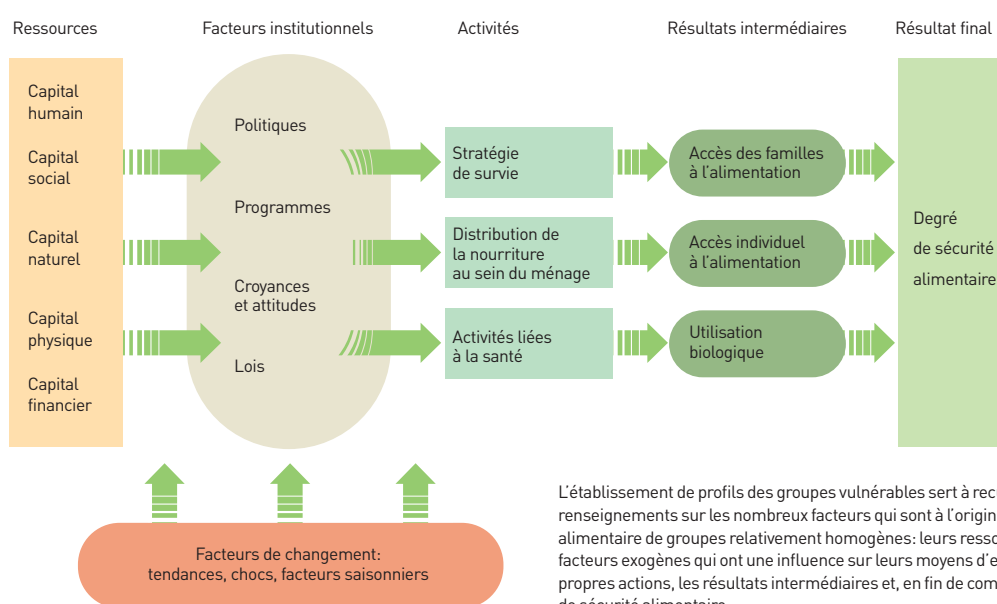
- facteurs institutionnels, tels que les lois, politiques et règlements qui influent directement sur la situation des familles, les programmes et projets de développement réalisés dans la zone et les attitudes et coutumes locales;
- les facteurs externes tels que l'évolution démographique, les ressources naturelles et la situation macroéconomique nationale;
- les risques de chocs tels que chute des prix des produits primaires, sécheresse, conflit ou épidémie.

Les artisans-pêcheurs sont un exemple de groupe défini par ses moyens d'existence qui est relativement homogène, existe dans toutes les régions du monde et est de plus en plus exposé à l'insécurité alimentaire. En outre, on dispose d'abondantes données pertinentes pour ce groupe, raison pour laquelle c'est le premier groupe socioprofessionnel dont le profil a été déterminé au moyen du SICIAV. Entre avril et juin 2000, on a fait une analyse générale des facteurs qui contribuent à sa vulnérabilité et défini un profil de la vulnérabilité pour les pêcheurs artisanaux du Bénin, du Guatemala et du Viet Nam.

Pour élaborer ces profils, la FAO a analysé la littérature et consulté des personnes connaissant bien les communautés des pêcheurs artisanaux. Dans le cas du Guatemala et du Viet Nam, il a fallu compléter ces informations par des enquêtes légères.



Structure pour la collecte d'informations concernant un groupe vulnérable



L'établissement de profils des groupes vulnérables sert à recueillir des renseignements sur les nombreux facteurs qui sont à l'origine de l'insécurité alimentaire de groupes relativement homogènes: leurs ressources, les facteurs exogènes qui ont une influence sur leurs moyens d'existence, leurs propres actions, les résultats intermédiaires et, en fin de compte, leur degré de sécurité alimentaire.

Critères de classement des groupes exposés à l'insécurité alimentaire et des groupes vulnérables, et exemples

- Moyens d'existence (artisans-pêcheurs au Viet Nam)
- Géographie (habitants marginalisés des villes au Guatemala)
- Environnement (habitants des forêts en Turquie)
- Démographie (enfants de moins de 5 ans au Bénin)
- Ethnie (San de Namibie)
- Situation sociale (réfugiés de Sierra Leone au Libéria)
- Caractéristiques physiques (personnes handicapées au Tchad)
- Critères complexes (population autochtone urbaine et périurbaine sédentaire en Mauritanie)

Source: Résultats des réunions nationales de réflexion organisées en 1999 dans les pays mentionnés.

Caractéristiques communes des artisans-pêcheurs

Les artisans-pêcheurs, qui sont au nombre de quelque 8 millions, soit plus de la moitié de la population mondiale des pêcheurs en mer, pêchent avec des embarcations non pontées et non motorisées ou en lançant de grands filets depuis la plage. Contrairement aux pêcheurs commerciaux qui restent en mer plusieurs jours ou plusieurs semaines d'affilée, la plupart rentrent tous les jours.

La pêche côtière artisanale est une activité communautaire qui s'articule autour du débarcadère du village, à partir duquel les équipages appareillent chaque jour. Les acheteurs et les vendeurs se retrouvent au débarcadère et, à proximité, les femmes nettoient et fument ou séchent une partie de la prise.

Les artisans-pêcheurs sont regroupés au sein de communautés dans lesquelles il y a une très forte cohésion sociale, souvent composées d'une ou plusieurs familles élargies très fières de leurs traditions de pêche. Toutefois, ces communautés sont souvent isolées du reste de la société et donc exposées à la marginalisation. En termes de pouvoir économique et d'influence politique,

les artisans-pêcheurs sont une des catégories socioprofessionnelles les plus fragiles.

Leur vulnérabilité est due à plusieurs facteurs spécifiques, qui peuvent orienter les interventions envisageables:

- mauvaise gestion des pêches;
- concurrence avec le tourisme et la protection de la nature pour l'accès au front de mer et aux eaux côtières;
- conditions de travail dangereuses (notamment les intempéries) qui peuvent entraîner une forte mortalité;
- transmission du savoir-faire par l'apprentissage, ce qui oblige les garçons à quitter l'école très jeunes;
- compétences non transférables à des secteurs plus productifs;
- sous-capitalisation et, par conséquent, faible productivité du travail;
- fluctuations saisonnières des revenus et de la disponibilité alimentaire;
- mauvais état de santé dû notamment à la mauvaise qualité de l'eau, à un logement insalubre et à une forte incidence de maladies transmissibles.

État nutritionnel et vulnérabilité

Profil des artisans-pêcheurs au Bénin

Les artisans-pêcheurs et leurs familles représentent 8 pour cent de la population du Bénin, soit près de 400 000 personnes. Ceux qui sont le plus exposés à l'insécurité alimentaire sont les pêcheurs sédentaires à plein temps qui n'ont pas de terres. Ils vivent dans des villages côtiers, où le sol est trop sablonneux pour permettre une activité agricole, et la pêche est la principale source de revenus des familles. Les plus mal lotis n'ont aucun équipement ou engin de pêche, et travaillent comme membres d'équipage pour un salaire de misère; ils ne disposent que d'un revenu monétaire très limité pour couvrir leurs dépenses essentielles.

Les deux présentes pages récapitulent les caractéristiques typiques des familles d'artisans-pêcheurs, en particulier les plus pauvres d'entre elles, qui ont été définies dans un atelier organisé au Bénin en mai 1999. On a déterminé l'influence de chaque variable sur la sécurité alimentaire des personnes concernées. L'encadré de la page 18 développe les problèmes de sécurité alimentaire les plus urgents identifiés grâce à ce profil et indique les mesures à prendre pour y remédier.

Légende: incidence sur la sécurité alimentaire

Négative	●
Neutre	●
Positive	●
Inconnue	●

RESSOURCES

Capital humain

En moyenne, il y a dans chaque ménage deux actifs (un homme et une femme) et quatre à cinq personnes à charge, dont au moins un enfant de moins de cinq ans. ●

À tout moment, il est probable qu'au moins un membre de la famille souffre du paludisme. ●

L'école est gratuite et les enfants d'âge scolaire sont scolarisés. ●

La fréquentation de l'école est irrégulière. ●

Les rôles des hommes et des femmes sont clairement définis.

- La mère s'occupe des enfants, cultive un jardin potager et fournit les aliments autres que le poisson. ●
- Le père fournit du poisson ainsi qu'un revenu monétaire pour couvrir des dépenses telles que les frais scolaires, les vêtements, les cérémonies et les cadeaux. ●

Capital social

La mère est membre d'une tontine, mécanisme traditionnel d'assurance sociale et de microcrédit pour les femmes. ●

Le père a des liens forts avec les autres membres de la communauté des pêcheurs. ●

Capital naturel

L'accès à la mer et aux zones de débarquement est gratuit. ●

Les mangroves fournissent du bois de feu pour cuire et fumer les poissons; les troncs de cocotier sont employés pour la construction des logements. ●

Capital physique

La famille vit dans un abri construit en troncs de cocotier. ●

La mère cultive un jardin potager où elle produit des tomates, des oignons et des légumes verts destinés à l'autoconsommation et à la vente. ●

Le ménage ne possède aucun animal. ●

Le père ne possède pas d'engin de pêche. ●

Il existe un dispensaire à proximité. ●

Les membres de la famille fréquentent rarement les dispensaires. ●

Il existe une route côtière. ●

Le village dispose de puits pour l'eau de boisson. ●

L'eau des puits est souvent insalubre. ●

Capital financier

Le ménage n'a pas d'épargne individuelle. ●

La mère possède une part de la cagnotte de la tontine. ●

FACTEURS INSTITUTIONNELS

Politiques

Il existe une réglementation limitant l'utilisation de grands filets. ●

Programmes et projets

Un projet régional d'appui à la pêche artisanale sur les côtes d'Afrique de l'Ouest, financé par le Royaume-Uni, vient de démarrer. ●

La coordination entre les nombreuses ONG qui interviennent dans la région est insuffisante. ●

Croyances et attitudes

Un jour par semaine, les pêcheurs restent à terre et évitent de manger du poisson pour se prémunir contre la «mauvaise fortune». Cela contribue à limiter la surpêche. ●

Législation

Aucune loi ayant un impact sur la sécurité alimentaire n'a été signalée. ●

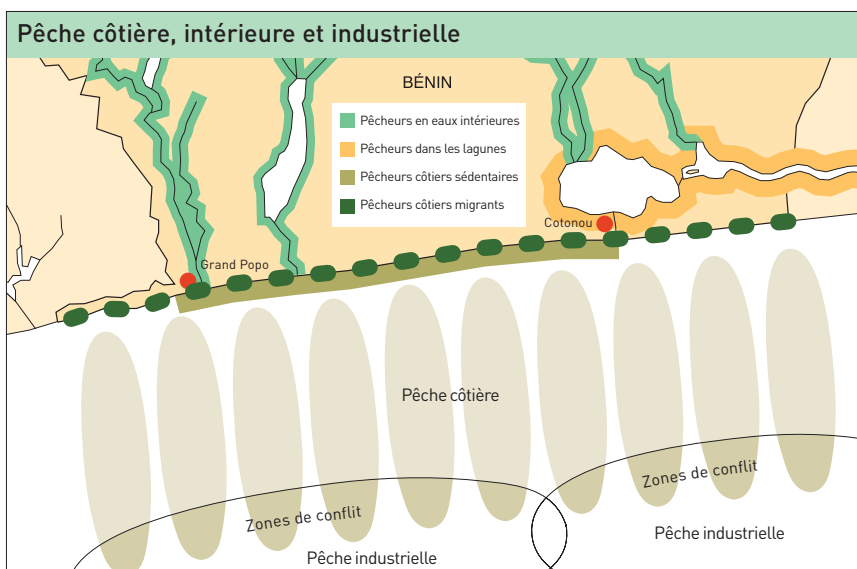
STRATÉGIES DE SURVIE

Activités rémunératrices

Saison sèche (propice à la pêche): septembre à mars

Chaque jour le propriétaire du bateau donne au père une petite partie de la recette du jour et un peu de poisson. ●

La mère a un revenu monétaire tiré des poissons qu'elle achète, fume et revend. ●





Saison des pluies (arrêt de la pêche): avril à août

Le père émigre avec l'équipage pour rechercher du travail dans le port de Cotonou et envoie occasionnellement de petites sommes à sa famille. ●

La mère vend les produits du jardin et de l'huile de noix de coco et du sel de fabrication artisanale. ●

Dépenses

Saison sèche

Nourriture, remboursement des prêts, versements à la tontine, autres (alcool, frais de scolarité). ●

Saison des pluies

Nourriture, versements à la tontine, autres (alcool, soins de santé). ●

Régime alimentaire

Saison sèche

Mais avec sauce à base de tomate, huile de palme, oignons et légumes verts; poisson, généralement cuit en sauce ou fumé. ●

Saison des pluies

Manioc avec sauce à base de tomate, huile de palme et légumes; occasionnellement, poisson fumé. ●

Mécanismes d'adaptation temporaire

Durant la saison des pluies, les familles d'artisans-pêcheurs consomment des aliments moins coûteux et mangent moins. ●

RÉPARTITION DE L'ALIMENTATION AU SEIN DU MÉNAGE

Discrimination

Pas de discrimination constatée. ●

Habitudes alimentaires

La mère et les enfants mangent ensemble et le père mange seul. Tous ont la même alimentation. ●

SANTÉ

Alimentation des nouveau-nés

Les nouveau-nés sont allaités au sein mais le sevrage commence trop tôt (à trois mois), avec un gruaud de maïs. ●

Hygiène

L'eau du puits n'est pas bouillie. ●

FACTEUR DE CHANGEMENT

Tendances

Épuisement des stocks de poisson et destruction des habitats marins naturels. ●

Chocs

La dévaluation du franc CFA en Afrique occidentale (janvier 1994) a entraîné une hausse sensible des coûts de nombreux exploitants de bateaux, qui n'a pas été compensée par la hausse du prix du poisson. En conséquence, le patron se ●

réserve une plus grande part de la prise et la part des équipiers est réduite.

Facteurs saisonniers

Saison des pluies

Durant la saison des pluies (arrêt de la pêche), les revenus diminuent considérablement. ●

L'alimentation est moins variée et l'incidence du paludisme et des infections respiratoires augmente. ●

RÉSULTATS MESURABLES

Revenus

Aucune information disponible. ●

État de santé

La prévalence du paludisme, des infections des voies respiratoires supérieures et de la diarrhée chez les enfants de moins de cinq ans est élevée. ●

État nutritionnel

Un quart environ des enfants de moins de cinq ans des zones côtières du Bénin souffrent de retard de croissance (stature insuffisante par rapport à l'âge). ●

Dans les districts administratifs côtiers, 62 pour cent des enfants de moins de deux ans manquent de fer et 52 pour cent sont anémiques. ●

Principaux problèmes et interventions suggérées par l'analyse

PROBLÈMES DE SANTÉ

Les problèmes de santé sont un facteur de vulnérabilité majeur pour les artisans-pêcheurs de la côte océanique du Bénin. Le paludisme est endémique et les diarrhées et infections respiratoires fréquentes, en particulier durant la saison des pluies, lorsque la population est affaiblie par la pénurie alimentaire. Il existe des dispensaires, mais les ménages vulnérables n'y ont pas souvent recours. Il est rare que l'eau des puits soit bouillie et les autres règles d'hygiène qui contribuent à réduire la morbidité sont peu respectées. La nourriture disponible est partagée équitablement, mais les nourrissons sont sevrés trop tôt et les aliments de sevrage sont inadaptes.

L'éradication du paludisme, qui est une des priorités mondiales de l'OMS, apporterait des bienfaits considérables. Les autres interventions envisageables sont notamment celles qui viseraient à améliorer les pratiques de sevrage, la distribution de compléments pour les enfants sous-alimentés et la protection de l'eau potable. Il convient de gérer ces activités à l'échelon local pour assurer une bonne coordination et éviter les doubles emplois et ne pas demander trop de temps aux bénéficiaires.

ENDETTEMENT ET MANQUE DE CAPITAUX

L'insuffisance du capital financier et physique est un des grands problèmes des ménages de pêcheurs vulnérables. La part que touche le pêcheur dépend du capital qu'il apporte à l'équipage. Un membre d'équipage qui ne possède pas au moins une partie des filets et autres engins de pêche n'a qu'un salaire très bas. Durant la saison des pluies, lorsque le père émigre avec le reste de l'équipage pour trouver un travail de remplacement à Cotonou, les sommes qu'il réussit à envoyer à la maison sont misérables.

Pendant la saison des pluies, la seule autre source de revenus de la mère est la vente de produits artisanaux et de produits du jardin potager. Souvent, sa recette n'est pas suffisante pour couvrir les besoins essentiels et elle doit acheter de la nourriture à crédit, si bien que le ménage s'endette de plus en plus et souffre de la faim.

Dans les communautés côtières du Bénin, les femmes appartiennent à des tontines, qui sont des associations traditionnelles d'assurance sociale et de microcrédit réservées aux femmes, auxquelles elles versent une contribution et peuvent emprunter de l'argent lorsqu'elles ont des difficultés. C'est une ressource financière modeste mais utile, qu'on pourrait renforcer pour faciliter l'investissement dans des petites entreprises.

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Les artisans-pêcheurs sédentaires du Bénin ont accès à des eaux poissonneuses à proximité de la côte et leurs débarcadères sont généralement proches d'une route qui dessert les marchés urbains. Les mangroves et les cocotiers fournissent du bois de feu, des matériaux de construction et un revenu d'appoint, et l'eau douce est abondante. Le climat est dans l'ensemble clément.

Toutefois, malgré l'existence de coutumes et de règlements visant à prévenir la surexploitation des ressources de la mer, les mécanismes traditionnels de gestion des pêches sont fragilisés, la réglementation n'est pas toujours respectée et les pêcheurs industriels empiètent souvent sur les zones de pêche traditionnelles des artisans-pêcheurs. Ces facteurs menacent la durabilité des moyens d'existence des petits pêcheurs.

Dans ce domaine, comme ailleurs, les mesures locales ne peuvent être efficaces que si elles sont accompagnées par une politique résolue de lutte contre la surexploitation des ressources halieutiques dans les eaux internationales.

Le Bénin est un des bénéficiaires d'un grand programme de renforcement de la gestion communautaire des pêches financé par le Royaume-Uni et exécuté avec l'appui technique de la FAO.

La dynamique du changement

Les dividendes de la sécurité alimentaire

Dans la plupart des pays pauvres exposés à l'insécurité alimentaire, les deux principales ressources sont la main-d'œuvre et la productivité de la terre et de l'eau. Pour faire échec à la faim chronique et à la pauvreté, il faut investir dans les êtres humains et dans la productivité.

L'investissement dans le capital humain devra être axé sur l'éducation, la distribution d'eau propre et l'assainissement, la santé et les services sociaux, complétés dans certains cas par une aide alimentaire et nutritionnelle directe. Dans les zones rurales, ces investissements sont indispensables pour que les autres investissements consentis dans l'agriculture et ses sous-secteurs productifs puissent être rentables. Ceux qui soutiennent qu'un développement axé sur l'homme est coûteux ne doivent pas oublier que le fait de laisser les gens souffrir de la faim a aussi un coût économique, comme l'ont montré de récentes recherches commanditées par la FAO.

D'après les projections de la FAO à 15 ans, si l'innovation agricole se poursuit à un rythme raisonnable, la production alimentaire pourra augmenter de 2 pour cent par an dans les pays en développement. Si ce chiffre n'est pas atteint, les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation resteront irréalisables. Toutefois, la croissance globale ne suffit pas; encore faut-il qu'elle bénéficie à ceux qui ont le plus faim.

Dans des pays encore essentiellement ruraux, l'investissement dans la petite agriculture est un des moyens d'orienter la croissance dans un sens favorable aux pauvres. La nécessité de consacrer des ressources aux processus de production et de postproduction est aujourd'hui largement admise. Toutefois, le financement de la recherche agricole est aussi essentiel, particulièrement en ce qui concerne les produits et les systèmes agricoles susceptibles d'offrir des perspectives de croissance aux pauvres.

Si les ressources naturelles ont un bon potentiel agricole, l'appui à la recherche agronomique peut beaucoup contribuer à réduire l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation. À cet égard, on peut citer en exemple les nombreuses retombées de la recherche sur l'amélioration du manioc conduites en Afrique occidentale (pages 21-22).

Même si l'augmentation attendue de la production alimentaire se concrétise, près de 600 millions de personnes resteront sous-alimentées en 2015, à moins que l'expansion ne se fasse en priorité dans les zones où l'insécurité alimentaire est la plus grave et que

Le coût économique de la faim

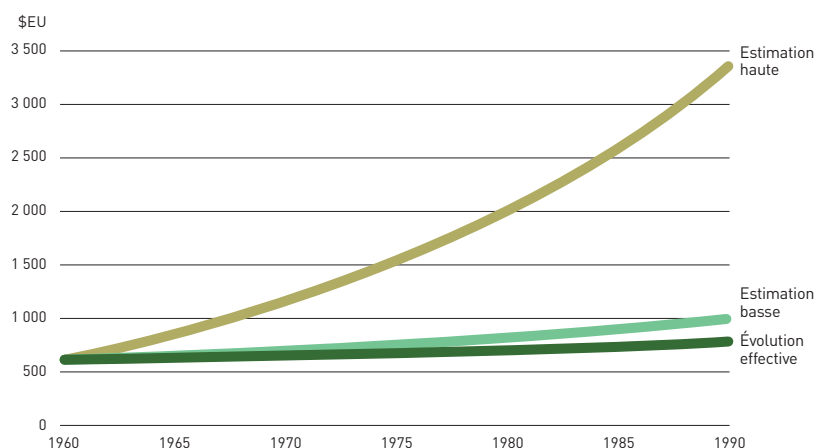
La lutte contre la faim n'est pas seulement un impératif humanitaire; c'est aussi une action qui a de fortes justifications économiques. Le coût économique de la faim et de la sous-alimentation et de leurs effets en termes de productivité, de morbidité et de mortalité est extrêmement élevé. La sous-alimentation affecte sensiblement les capacités physiques, le développement cognitif et l'apprentissage, ce qui entraîne une baisse de la productivité. Au-delà des souffrances des individus et des familles, elle entraîne une diminution de la rentabilité des investissements socioéconomiques.

Cette conclusion a été confirmée par une récente étude parrainée par la FAO, qui a porté sur 110 pays entre 1960 et 1990. Les auteurs ont employé des

techniques statistiques pour analyser les liens entre croissance économique et bien-être nutritionnel. Ils ont constaté que si tous les pays dans lesquels la disponibilité énergétique alimentaire (DEA) moyenne était inférieure au minimum en 1960 avaient réussi à éliminer la faim et à porter la DEA par habitant à 2 770 kilocalories par jour, leur taux de croissance aurait été notablement plus élevé.

L'écart peut être considérable. Comme le montre le graphique ci-dessous, si la sous-alimentation avait été éliminée, le PIB par habitant des pays d'Afrique subsaharienne aurait atteint 1 000 à 3 500 dollars en 1990 (la différence entre les deux courbes dépend des méthodes d'analyse employées), alors qu'en fait il n'était que de 800 dollars par an.

Moyenne du PIB par habitant en Afrique subsaharienne et estimations correspondant à un scénario dans lequel la sous-alimentation aurait été éliminée



Source: Arcand, Jean-Louis. Malnutrition et croissance: le coût de la faim. FAO, juillet 2000

ne soient mises en œuvre des politiques publiques ayant pour objectif premier de l'éliminer.

La participation des pauvres à des programmes d'action communautaire est un moyen puissant de faire en sorte que ce genre de politique soit appliqué. Les politiques traditionnelles de développement rural mettaient l'accent sur les infrastructures et les services et les pauvres n'étaient pas consultés car on partait du principe qu'ils bénéficieraient automatiquement des retombées de la croissance.

L'expérience acquise par la FAO montre que des petits groupes autonomes de personnes ayant des activités similaires sont capables de faire beaucoup pour améliorer leur propre sort.

Les succès obtenus par la Thaïlande en matière d'action communautaire de lutte contre la pauvreté et la sous-alimentation dans l'ensemble du pays (pages 23-24) fournissent un modèle qui pourrait être imité dans de nombreuses parties du monde.

Toutefois, il faut beaucoup de temps avant que les interventions visant à améliorer la productivité agricole et à accroître le pouvoir d'achat des pauvres aient des effets. Il faut encore plus longtemps si l'on ne répond pas aux besoins alimentaires quotidiens des pauvres, car les gens qui ont faim sont généralement moins productifs. En outre, des crises temporaires sont inévitables pendant la période de transition et ceux qui sont déjà exposés à l'insécurité alimentaire en seront probablement les principales victimes.



Améliorer les cultures de base pour lutter contre la faim

Une récente étude a mis en évidence l'utilité de la recherche agricole internationale pour réduire la sous-alimentation des enfants en accroissant la diversité et la productivité des cultures. Cette étude a été faite par le Groupe de l'analyse et de l'évaluation de l'incidence nutritionnelle du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI).

Entre 1970 et 1995, les centres de recherche agricole internationale ont diffusé un grand nombre de nouvelles variétés obtenues grâce à leurs programmes de sélection des plantes alimentaires de base – blé, riz, maïs, sorgho, millet, manioc, pomme de terre, orge et lentilles. D'après cette étude, ces travaux ont permis d'obtenir 70 à 100 nouvelles variétés par an et un gain de productivité additionnel de 0,5 pour cent par an.

L'accroissement de la production vivrière qui en est résulté a fait baisser les prix des céréales de 27 à 41 pour cent. En conséquence directe, la sous-alimentation des enfants a reculé de 1 à 3 pour cent.

L'utilité de la participation

En 1980, la FAO a lancé son Programme de participation populaire (PPP) pour appuyer des groupes d'action communautaire, ce qui permet d'obtenir de nombreux effets positifs, notamment:

Accroissement de la productivité agricole. Au Ghana, les groupes PPP récoltent 20 pour cent de maïs de plus à l'hectare que les agriculteurs qui ne participent pas au programme. On a obtenu des résultats similaires au Kenya, en Sierra Leone et au Sri Lanka.

Hausse du revenu net des ménages. Le taux élevé de remboursement des prêts et l'augmentation de l'épargne collective témoignent d'une hausse des revenus.

Développement de l'emploi. Les participants ont des rendements à l'hectare plus élevés, et emploient donc plus de main-d'œuvre agricole.

Épargne. L'épargne constituée par les groupes PPP – 38,78 dollars EU par groupe en Zambie en 2000 et 35,14 dollars par groupe au Pakistan en 1997 – représente des sommes importantes pour des gens qui auparavant n'avaient pas du tout d'économies.

Aménagements communautaires. Tous les groupes PPP ont participé à des activités communautaires allant de la construction d'écoles primaires à l'électrification des villages.

Acquisition de nouvelles compétences. L'acquisition de compétences techniques, administratives et sociales a donné aux populations la possibilité de contrôler la gestion des écoles et autres institutions publiques et semi-publiques.

Les filets de sécurité: un pilier du développement

Les filets de sécurité protègent les moyens de subsistance et assurent la survie des populations vulnérables. Parmi les mécanismes qui permettent d'améliorer la sécurité alimentaire, on peut mentionner la solidarité communautaire, les transferts publics directs et les transferts publics indirects.

Solidarité communautaire. Dans les communautés traditionnelles, de solides réseaux de parenté et les attaches religieuses protègent les personnes en difficulté. Les associations qui établissent des liens entre les habitants des villes et les familles rurales offrent de nouveaux mécanismes de soutien, de même que les associations caritatives.

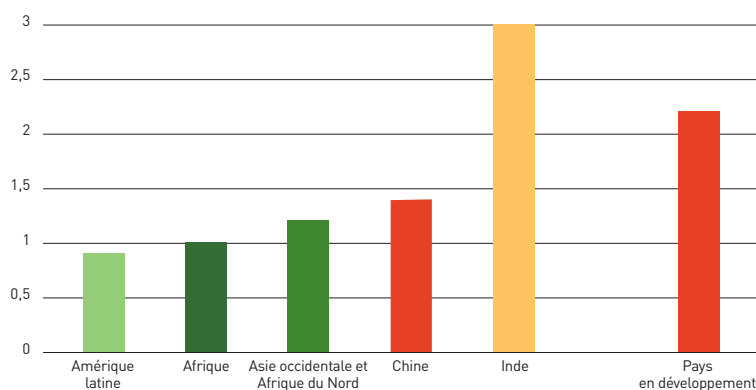
Transferts directs. Les transferts publics consistant à fournir directement aux personnes nécessiteuses des aliments ou de l'argent sont généralement appelés aides alimentaires. On peut distinguer l'aide alimentaire d'urgence, les programmes d'alimentation complémentaire, les programmes nourriture-contre-travail et les systèmes de rations.

Transferts indirects. De nombreuses prestations sociales sont indirectes. Parmi celles qui contribuent à la sécurité alimentaire, on peut mentionner:

- les mesures réglementaires telles que les lois sur le salaire minimum, le contrôle des prix et la réglementation du marché financier et du marché du travail, complétées par des réserves alimentaires stratégiques;
- les programmes de subventions et de crédit, notamment subventions alimentaires ciblées, crédits à la consommation et systèmes d'épargne et de crédit communautaire;
- les mesures de création d'emplois, telles que programmes de formation, services de placement et systèmes publics de garantie d'emploi;
- les régimes d'assurance garantie par l'État, tels que l'assurance récolte, l'assurance chômage, les caisses de retraite et les régimes de protection sociale.

L'utilité de la recherche agricole internationale

Pourcentage de réduction de la proportion d'enfants sous-alimentés de moins de cinq ans due aux gains de productivité obtenus grâce aux recherches des organismes membres du GCRAI



Source: Evenson, R. *et al.*, Corp genetic improvement and agricultural development, TAC Secrétariat, GCRAI, mai 2000.

La dynamique du changement

La recherche sur le manioc et ses effets sur la sécurité alimentaire au Ghana et au Nigéria

Le Ghana et le Nigéria sont parmi les rares pays du monde qui ont réussi à réduire la prévalence de la sous-alimentation de plus de 30 points de pourcentage entre 1979-1981 et 1996-1998. Le chiffre est tombé de 62 à 10 pour cent au Ghana et de 44 à 8 pour cent au Nigéria.

Un des principaux facteurs qui ont contribué à cette amélioration est l'accroissement rapide de la production de manioc durant cette période, qui a eu des effets particulièrement bénéfiques sur les pauvres et les personnes souffrant de sous-alimentation. La racine de manioc est une excellente source d'énergie et les feuilles sont riches en vitamine A et C, en fer et en calcium et contiennent des protéines.

Les agriculteurs ont pu trouver de nouveaux débouchés pour le manioc grâce à un ambitieux programme de recherche et de promotion exécuté par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) à Ibadan, Nigéria. En 1984, après plus de 10 ans de recherche, l'IITA a introduit des variétés améliorées présentant de nombreux avantages:

- rendement allant jusqu'à 55 tonnes à l'hectare, contre environ 10 tonnes à l'hectare pour les variétés traditionnelles;
- maturation précoce;
- forte résistance aux maladies, en particulier à la bactériose et au virus mosaïque;
- facilement transformables en farine et en féculé;
- large canopée empêchant le développement des adventices et améliorant le rendement;
- racines compactes, facilitant la récolte et permettant aux tubercules mûrs de conserver leur qualité même s'ils restent longtemps dans le sol;
- faible teneur en cyanure, substance naturelle qui peut être très toxique en grande quantité.

Les nouvelles variétés sont arrivées à point nommé. En 1982-1983, une grave sécheresse a détruit de nombreuses cultures dans une grande partie de l'Afrique, ce qui a incité beaucoup d'agriculteurs à adopter le manioc car c'est une plante qui tolère bien la sécheresse et pousse dans des sols relativement pauvres. En outre, le tubercule peut rester dans le sol jusqu'à trois ans avant d'être récolté, ce qui permet de constituer facilement une réserve alimentaire.

Dans un premier temps, les agriculteurs ont introduit le manioc comme culture de subsistance dans des zones où il était auparavant inconnu, en particulier les zones arides et marginales. Toutefois, comme les

citadins se sont montrés de plus en plus disposés à en faire un de leurs aliments de base, un certain nombre d'agriculteurs ont commencé à le cultiver pour la vente.

En Afrique occidentale, le manioc est consommé généralement sous la forme de gari, c'est-à-dire des granules grossiers de farine grillée qui sont cuits et préparés comme du riz. Le gari est accompagné de diverses sauces, et est préparé soit à la maison, soit par des marchands ambulants. L'augmentation de la demande de gari dans les villes en forte expansion de la région a beaucoup contribué à encourager les agriculteurs à produire davantage de manioc.

Au Nigéria, le grand bond de la production s'est produit entre 1983 et 1992, période durant laquelle la consommation par habitant a doublé, passant de 63 à 129 kg par an. On estime que les variétés améliorées ont permis de produire en 1991 1,4 million de tonnes de gari de plus que ce que l'on aurait obtenu avec les variétés traditionnelles. En 1998, la production des nouvelles variétés avait plus que doublé pour atteindre l'équivalent de 3,4 millions de tonnes de gari. La part des nouvelles variétés dans la production totale est passée de 8 pour cent à quelque 30 pour cent, et la production totale a elle-même beaucoup augmenté.

La réussite du manioc au Nigéria a été le résultat d'une politique volontariste des pouvoirs publics, d'une forte croissance de la demande urbaine, d'investissements publics dans la distribution de plants et de la disponibilité de machines qui ont permis de résoudre le problème de la pénurie de main-d'œuvre pour la transformation après récolte. Aujourd'hui, la production augmente plus lentement, ce qui traduit peut-être un nouvel équilibre entre l'offre et la demande.

Au Ghana, l'expansion du manioc a été plus tardive, mais tout aussi rapide. Il a fallu adapter les nouvelles variétés à haut rendement de l'IITA

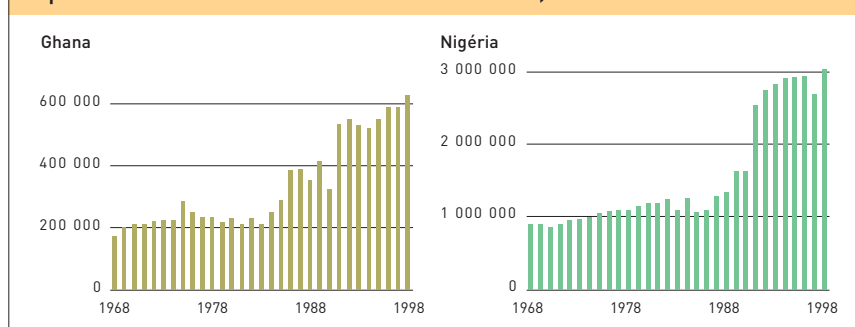
aux conditions climatiques et pédologiques locales avant de pouvoir les diffuser largement. Mais à partir du début des années 90, après le lancement d'un programme gouvernemental de promotion des racines et tubercules et une réorientation de la politique économique qui a encouragé l'introduction du manioc, la production a rapidement progressé. Entre 1990 et 1998, la consommation de manioc est passée de 126 à 232 kg par habitant et par an.

Le manioc est aujourd'hui la principale source de glucides et un aliment énergétique peu coûteux pour la majorité des Ghanéens. Les personnes de toutes les classes sociales en mangent, principalement sous forme de gari et de fufu (manioc bouilli et écrasé). La consommation atteint un maximum durant la période de soudure, c'est-à-dire juste avant la récolte, au moment où d'autres produits comme le maïs sont rares ou trop coûteux. Aujourd'hui, le manioc est le premier produit agricole du Ghana et, en 1998, la production de manioc représentait 22 pour cent du PIB agricole.

Une grande partie de l'Afrique centrale et australe est adaptée à la culture du manioc. L'essentiel de l'expansion de la production enregistrée entre 1961 et 1991 s'est effectuée dans des zones humides, où sont situées la plupart des grandes villes qui offrent les meilleurs débouchés pour ce produit. Il est probable que l'expansion future continuera de se faire principalement dans ces zones.

Néanmoins, la culture du manioc se développe aussi sur des terres d'altitude moyenne plus sèches, ce qui montre son importance en tant que produit contribuant à la sécurité alimentaire dans les zones semi-arides. C'est pourquoi l'IITA a entrepris de mettre au point de nouvelles variétés particulièrement adaptées aux zones semi-arides, à partir de variétés parentes d'Amérique du Sud.

Superficies consacrées à la culture du manioc, en hectares





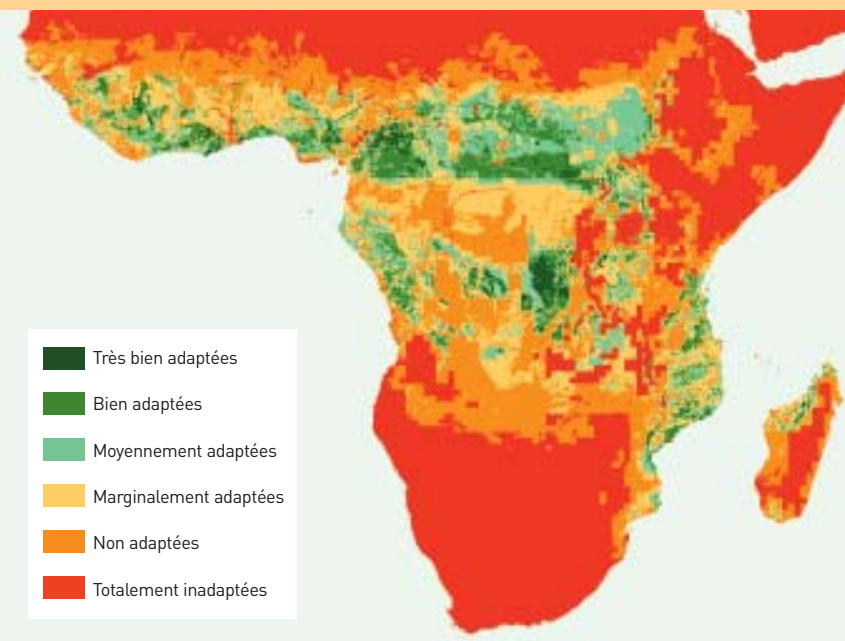
La stratégie mondiale du manioc

Depuis 1998, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a pris la tête d'un effort concerté visant à élaborer une stratégie mondiale de promotion du manioc en tant qu'aliment de base et source de revenus pour ses producteurs. Un des objectifs importants de cette stratégie est de stimuler un développement industriel des zones rurales qui offrira de nouvelles possibilités d'emploi et améliorera les revenus des producteurs, transformateurs et négociants.

La stratégie consiste à promouvoir des produits offrant de bons débouchés, tels que la farine de manioc pour la cuisine domestique et pour la transformation industrielle; les aliments préparés comme le fufu, les feuilles cuites et les racines fraîches bouillies; les aliments fourragers; l'alcool destiné à l'industrie chimique; les colles; les amidons pour l'apprêt des textiles et du papier; et les édulcorants industriels. Elle vise aussi à faire mieux comprendre l'importance de la contribution du manioc à la sécurité alimentaire.

À l'occasion d'un forum organisé en avril 2000 par la FAO et le FIDA, cette stratégie a été entérinée par les participants de 20 pays représentant des entreprises privées, des groupes d'agriculteurs, des ONG, des chercheurs et des organismes bailleurs de fonds. Plusieurs activités de recherche et de promotion commerciale ont été élaborées et leurs plans d'exécution ont été esquissés.

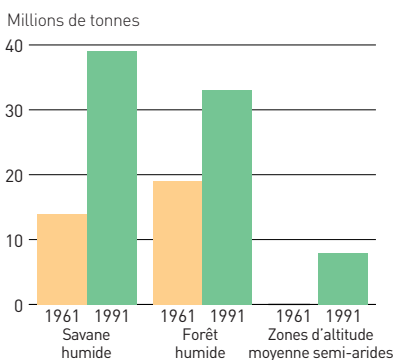
Possibilité de culture du manioc en Afrique



L'adaptation d'une zone à la culture du manioc dépend du climat, de la topographie et de la pédologie. Les zones particulièrement adaptées en Afrique sont notamment les zones tropicales humides, les zones de savane humide et les zones de moyenne altitude semi-arides dont les sols ont une texture moyenne à grossière, sont suffisamment profonds et bien drainés et ne sont pas trop acides. Il faut généralement apporter de la chaux pour neutraliser l'acidité du sol dans les zones tropicales humides et les zones de savane humide, où la majeure partie du manioc produit en Afrique est cultivé.

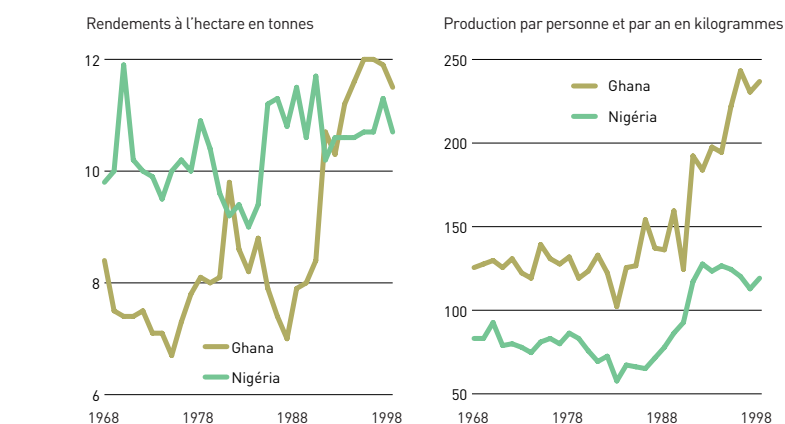
Source: Cartes de l'adaptation des terres aux cultures pluviales, FAO, 2000.

Accroissement de la production des zones de culture du manioc d'Afrique subsaharienne, 1961-1991



Source: Dunstan Spencer and Associates, Cassava in Africa: past, present and future, Institut international d'agriculture tropicale, 1997.

Manioc: évolution de l'offre et de la demande, 1968-1998



Source: FAOSTAT

La dynamique du changement

Thaïlande: Réduction durable de la pauvreté et de la sous-alimentation

L'incidence de la pauvreté et de la sous-alimentation a considérablement reculé en Thaïlande dans les années 80 grâce à une stratégie de lutte contre la pauvreté axée sur la réduction de la sous-alimentation et l'appui au développement rural durable. Un grand effort national a fait tomber la prévalence de la pauvreté de 32,6 pour cent de la population en 1988 à 11,4 pour cent en 1996.

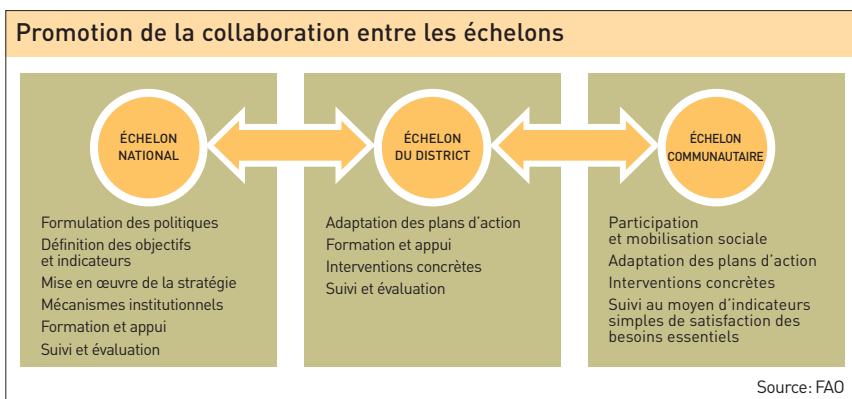
Le plan de lutte contre la pauvreté a été élaboré à la suite d'une série d'enquêtes faites au début des années 80, qui ont montré que la sous-alimentation protéino-calorique était un problème majeur dans les zones rurales pauvres. Les autorités ont complété ces enquêtes par d'autres données sur le niveau de vie pour créer un indice de la pauvreté, qui a mis en évidence 286 districts particulièrement pauvres, dans lesquels habitaient quelque 40 pour cent de la population du pays.

La sous-alimentation était particulièrement grave parmi les nouveau-nés et les jeunes enfants en raison du mauvais état nutritionnel de leurs mères. Les femmes arrivaient à la puberté déjà sous-alimentées et leur état nutritionnel se détériorait encore durant les grossesses en raison de l'insuffisance de l'apport alimentaire et de certaines coutumes qui les empêchaient de manger des aliments très nutritifs comme les œufs et d'autres protéines animales, ainsi que des fruits et légumes.

En conséquence, les femmes enceintes des campagnes ne prenaient en moyenne que 5 à 7 kg, alors que la prise de poids normale est de 12,5 kg. Leurs enfants pesaient à la naissance 350 à 450 grammes de moins que ceux nés dans un hôpital urbain lié à une des écoles de médecine de Bangkok, et mesuraient 2 cm de moins.

Les enfants dont le poids à la naissance est insuffisant tendent à souffrir d'insuffisance pondérale durant toutes leurs premières années, d'où un taux très élevé de sous-alimentation, de morbidité et de mortalité. En Thaïlande, en 1982, plus de 50 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffraient d'insuffisance pondérale et la proportion pouvait atteindre 70 pour cent dans les zones les plus démunies.

S'appuyant sur ces données, le gouvernement a lancé en 1982 sa stratégie de lutte contre la pauvreté et la sous-alimentation par le biais de l'action communautaire. Les 286 districts les plus pauvres du pays étaient particulièrement



isolés et sous-équipés, comme le montre la carte ci-contre. La stratégie a d'abord été mise en œuvre dans ces districts, mais la pauvreté et la sous-alimentation n'étaient pas absentes ailleurs et existaient dans tout le pays. C'est pourquoi en 1984 il a été décidé d'appliquer la stratégie de lutte contre la pauvreté à l'échelle nationale. Cette stratégie était fondée sur cinq principes qui sont toujours d'actualité: donner la priorité aux zones dans lesquelles la pauvreté est concentrée; garantir à chacun un revenu de subsistance minimum et des services essentiels; encourager les populations à se prendre en charge; privilégier des technologies peu coûteuses; et encourager les populations à participer à la prise de décisions et à la résolution des problèmes.

Dans un premier temps, les interventions ont été axées sur la lutte contre les problèmes de nutrition les plus graves des ruraux pauvres: sous-alimentation protéino-calorique, avitaminose A et carence en iode.

Le programme, associant surveillance nutritionnelle, alimentation complémentaire des jeunes enfants, éducation en matière de nutrition, amélioration des soins de santé primaires et production d'aliments nutritifs, s'adressait à l'ensemble des communautés. Il comprenait une campagne d'information, des actions de formation et la mobilisation de volontaires (un pour 10 ménages). Les interventions visaient à accroître la production de poisson, de poulet, de fruits et légumes, à promouvoir des régimes alimentaires appropriés et à corriger les préjugés alimentaires nocifs. On s'est aussi efforcé d'améliorer les soins de santé primaires dans les communautés rurales.

Par ailleurs, on a appris aux villages à produire des mélanges d'aliments nutritifs (riz, légumineuses et sésame ou arachides)

pour compléter la ration des jeunes enfants sous-alimentés. On a aussi encouragé la création de jardins potagers, d'étangs à poissons et d'élevages de poulets pour compléter les repas scolaires.

Cette stratégie a permis d'obtenir une réduction durable de la pauvreté (voir tableau) et une diminution sensible du pourcentage d'enfants d'âge préscolaire souffrant d'insuffisance pondérale. En 10 ans, les formes les plus graves de sous-alimentation parmi ces enfants ont quasiment disparu. Entre 1982 et 1998, dans cette classe d'âge, la prévalence de la sous-alimentation légère est tombée de 35 à 8 pour cent, celle de la sous-alimentation modérée de 13 à moins de 1 pour cent, et celle de la sous-alimentation grave de 2 pour cent à un niveau négligeable.

Depuis 1990, le gouvernement a adapté le programme pour préserver les acquis et élargir le champ des interventions. On a revu les mécanismes institutionnels afin de favoriser la collaboration entre les ministères et les communautés. La communauté est restée l'échelon de base du programme, mais on a renforcé le partenariat avec les cadres de la fonction publique à l'échelon des districts et à l'échelon national.

La gamme des interventions a été élargie. Ayant réussi à éliminer la sous-alimentation protéino-calorique, les autorités ont pu s'attaquer à d'autres problèmes liés à l'alimentation et à la nutrition et à d'autres aspects de la qualité de la vie.

Le programme élargi comporte sept éléments:

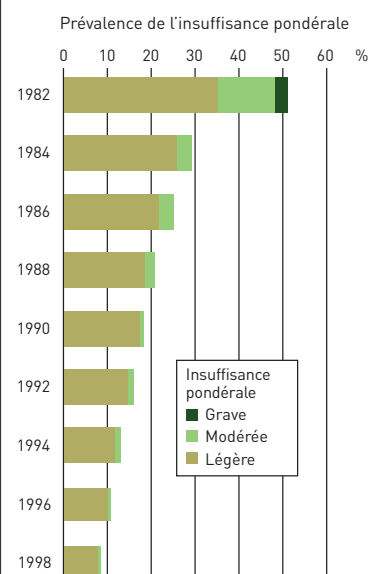
- production d'aliments diversifiés pour l'autoconsommation;
- formation et crédit pour le lancement d'activités économiquement viables de transformation et de commercialisation des produits alimentaires;



- enrichissement des sauces pour nouilles à cuisson instantanée en vitamine A, fer et iode;
- étiquetage nutritionnel obligatoire des produits alimentaires;
- promotion et diffusion de neuf régimes sains, avec des conseils spécifiques pour certaines personnes particulièrement vulnérables telles que les nourrissons et les jeunes enfants, les adolescentes et les femmes enceintes;
- services de santé gratuits ou fortement subventionnés;
- programme spécial de suivi, de surveillance et d'alimentation complémentaire pour les enfants de moins de 5 ans et les enfants fréquentant l'école primaire.

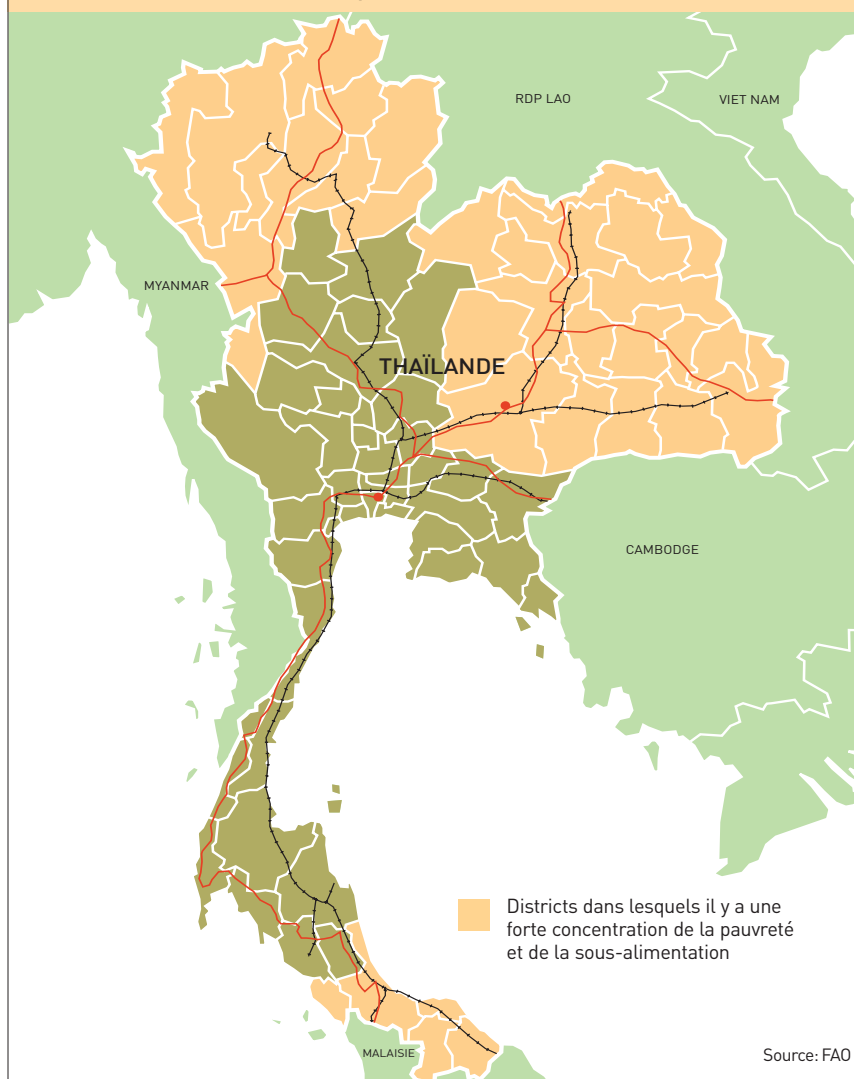
La stratégie appliquée par la Thaïlande se distingue de celle des autres pays par le fait qu'elle a été appliquée systématiquement dans toutes les communautés du pays. Elle offre un modèle qui, non seulement répond aux besoins immédiats des personnes exposées à l'insécurité alimentaire, mais, en outre, leur donne les moyens d'échapper définitivement à la faim.

Réduction de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans, 1982-1998



Source: Bureau de la promotion de la santé, Ministère de la santé publique du Gouvernement thaïlandais, 1998.

Thaïlande: Concentration de la pauvreté et de la sous-alimentation, 1982



Diminution du pourcentage de la population pauvre, 1988-1996

Région	1988	1990	1992	1994	1996
Centre	32,9	20,7	15,4	7,2	6,2
Est	15,5	19,4	11,9	7,5	3,8
Ouest	32,0	26,4	13,1	12,5	9,3
Nord	32,0	23,2	22,6	13,2	11,2
Nord-Est	48,4	43,1	39,9	28,6	19,4
Sud	32,5	27,6	19,7	17,3	11,5
Bangkok	8,0	6,9	3,6	2,4	1,9
Zone urbaine	21,8	18,2	12,7	9,6	5,8
Zone rurale	40,3	33,8	29,7	21,2	14,9
Moyenne nationale	32,6	27,2	23,2	16,3	11,4

Source: The Poor Thai, Université Chulalongkorn, Bangkok (Thaïlande), 1998.

De quoi demain sera-t-il fait?

Accélérer le progrès

Nul ne peut nier que la lutte contre la faim progresse trop lentement. Le nombre de personnes sous-alimentées n'a pas diminué depuis la précédente parution de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Cela montre bien à quel point il est urgent d'agir de façon résolue et vraiment efficace.

Le problème de la faim peut être analysé à deux niveaux. Le premier est celui du maire ou chef de village, qui rencontre tous les jours ceux qui ont faim et sait que, s'ils avaient les ressources et les outils nécessaires, ils pourraient se nourrir. Le second est celui du haut fonctionnaire ou du politicien qui travaille dans la capitale ou dans une organisation internationale, qui voit les statistiques et connaît les causes de la faim et sait que, moyennant des politiques appropriées, le villageois pourrait obtenir les outils et les ressources nécessaires.

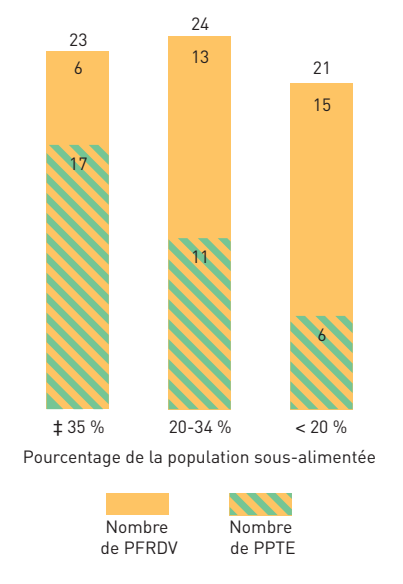
L'action doit être orientée par ces deux approches, l'approche locale et l'approche globale. Il faut adapter les remèdes aux besoins des différents groupes de chaque société qui sont exposés à la faim ou en souffrent. Il faut aussi élaborer et mettre en place à l'échelon national et international les politiques et environnements susceptibles d'aider les gens à trouver les possibilités et les moyens de mener leur propre combat contre la faim et la pauvreté. Il faut agir sur plusieurs fronts.

SOFI 2000 va au-delà des statistiques générales en analysant de façon plus spécifique les groupes vulnérables. La présente édition, pour la première fois, contient des indicateurs de la gravité de la faim et des statistiques sur le nombre des personnes qui ont faim dans les pays en transition. En outre, elle emploie des indicateurs nutritionnels pour mettre en évidence les problèmes auxquels sont exposées les femmes et qui, inévitablement, se répercutent sur leurs enfants.

Cette information plus fine est un outil important pour les décideurs. Elle leur permettra de mieux cibler leur action et de consacrer les efforts et les ressources de façon plus efficace aux populations dont les besoins sont les plus grands. L'action à l'échelon local, même si elle est bien ciblée, ne peut être efficace que si l'environnement politico-institutionnel, aux échelons national et international, offre aux pays exposés à l'insécurité alimentaire et à leur

Aider les plus affamés

Les pays concernés par l'initiative en faveur de l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) sont en grande partie les mêmes que les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) dans lesquels la sous-alimentation est la plus grave.



population un ensemble d'options pour les aider à sortir de l'extrême précarité. Le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 indique la voie à suivre.

Toutefois, les pays doivent aussi s'attaquer au problème à l'échelon national. Pour pouvoir tenir les promesses faites au Sommet, il est essentiel que les États recueillent systématiquement des données sur l'insécurité alimentaire à l'échelon national.

Il est particulièrement urgent d'agir dans les 82 pays à faible revenu et à déficit vivrier. Bon nombre d'entre eux n'ont ni les moyens de produire toute la nourriture dont ils ont besoin, ni les devises nécessaires pour l'importer. Beaucoup d'entre eux sont aussi très endettés envers l'étranger, ce qui absorbe les maigres ressources disponibles pour investir dans le développement. En raison du fardeau du service de la dette, ils ne peuvent pas faire grand-chose, tant pour répondre aux besoins les plus urgents de la population

démunie que pour investir dans les améliorations durables nécessaires pour faire disparaître le fléau de la faim.

Cependant, tout n'est pas sombre. Depuis quelque temps, les institutions internationales de financement et les bailleurs de fonds accordent beaucoup plus d'importance à l'utilisation de l'allègement de la dette dans la lutte contre la pauvreté. En particulier, l'initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), lancée en 1996 par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, a encore été renforcée cette année, si bien que l'allègement devrait être nettement plus important. Les pays répondant aux critères sont dispensés d'une partie de leurs obligations de service de la dette à condition que les fonds ainsi économisés soient affectés à la lutte contre la pauvreté et à d'autres investissements sociaux en faveur des catégories les plus pauvres de leur population.

Un grand nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire vivent dans les campagnes, où leur subsistance dépend de l'agriculture et d'industries connexes. L'allègement de la dette peut contribuer à faire reculer la faim, à condition que les ressources soient employées non seulement pour nourrir ceux qui ont faim aujourd'hui, mais aussi pour investir dans la sécurité alimentaire et permettre ainsi aux pays et aux communautés d'engager un processus de développement durable. SOFI 2000 montre qu'une stratégie fondée sur l'amélioration durable de la productivité et un renforcement de l'action communautaire permettrait d'améliorer le sort des pauvres aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

Au niveau le plus élémentaire, pour progresser il faut mettre en place les conditions qui permettent aux gens de jouir de leur droit à l'alimentation dans la dignité. L'objectif immédiat doit être de lever les contraintes et d'offrir de nouveaux moyens de subsistance. Il ne peut pas y avoir de panacée dans la lutte contre la sous-alimentation, et les solutions ne sont pas simples, mais on peut obtenir des résultats si les États et la communauté internationale prennent au sérieux les promesses qu'ils ont faites au Sommet mondial de l'alimentation. Le combat qui les attend sera long et difficile. C'est dès aujourd'hui qu'il faut agir avec résolution.

Glossaire



Anthropométrie

Utilisation des mesures du corps humain pour obtenir des informations sur l'état nutritionnel.

Apport énergétique alimentaire

Quantité d'énergie fournie par la nourriture consommée.

Besoins énergétiques alimentaires

Quantité d'énergie alimentaire nécessaire pour entretenir les fonctions vitales, être en bonne santé et avoir une activité normale.

Besoins énergétiques alimentaires minimaux

Dans une classe d'âge et de sexe donnée, quantité d'énergie alimentaire par personne jugée suffisante pour mener une activité légère et être en bonne santé. À l'échelle d'une population, les besoins énergétiques minimaux sont la moyenne pondérée des besoins énergétiques minimaux des différentes catégories d'âge et de sexe. Ils sont exprimés en kilocalories par personne et par jour.

Déficit énergétique alimentaire

Différence entre l'apport énergétique alimentaire moyen d'une population sous-alimentée et ses besoins énergétiques minimaux moyens.

Degré de pénurie alimentaire

Indicateur de l'insécurité alimentaire globale dans un pays, combinant la prévalence de la sous-alimentation, c'est-à-dire la proportion de la population totale qui souffre de déficit énergétique alimentaire, et la gravité de la sous-alimentation, c'est-à-dire l'ampleur du déficit énergétique alimentaire de la population sous-alimentée.

Dénutrition

Résultat d'une sous-alimentation ou d'une mauvaise assimilation de la nourriture consommée.

Dépérissement

Poids insuffisant par rapport à la taille, résultant en général d'une perte de poids associée à une période de disette ou à une maladie récente.

Disponibilité énergétique alimentaire

Quantité de nourriture disponible pour la consommation humaine, exprimée en kilocalories par personne et par jour (kcal/personne/jour). À l'échelon d'un pays, on la calcule en déduisant de la production agricole tous les emplois autres que la

consommation alimentaire (exportations, alimentation des animaux, transformation industrielle, semences et pertes).

État nutritionnel

État physiologique d'un individu résultant des interactions entre la ration alimentaire et les besoins, ainsi que de la capacité d'assimilation des nutriments.

Groupe vulnérable

Groupe de personnes présentant des caractéristiques communes et dont une forte proportion est exposée à l'insécurité alimentaire ou souffre de sous-alimentation.

Indice de masse corporelle (IMC)

Rapport entre le poids et la taille souvent employé pour estimer la proportion de graisse dans le corps. L'IMC est égal au poids (en kilogrammes) divisé par le carré de la taille (en mètres). Il n'est pas adapté à l'analyse des enfants en période de croissance, des personnes âgées émaciées et sédentaires ou des femmes enceintes ou allaitantes.

Insécurité alimentaire

Situation caractérisée par le fait que la population n'a pas accès à une quantité suffisante d'aliments sans danger et nutritifs pour avoir une croissance et un développement normaux, être en bonne santé et mener une vie active. L'insécurité alimentaire peut être due à l'insuffisance de la disponibilité alimentaire, à l'insuffisance du pouvoir d'achat, à des problèmes de distribution ou à l'inadéquation de la consommation alimentaire à l'échelon des familles. L'insécurité alimentaire, les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement et l'inadaptation des pratiques de soin et d'alimentation sont les principales causes de problèmes nutritionnels. L'insécurité alimentaire peut être chronique, saisonnière ou temporaire.

Insuffisance pondérale

Poids insuffisant par rapport à l'âge chez les enfants et IMC inférieur à 18,5 chez les adultes, phénomène s'expliquant par un apport alimentaire insuffisant, des épisodes antérieurs de sous-alimentation ou un mauvais état de santé.

Kilocalorie (kcal)

Unité de mesure de l'énergie. Une kilocalorie vaut 1 000 calories. Dans le système d'unités international, l'unité d'énergie universelle est le joule (J). Une kilocalorie vaut 4,184 kilojoules (kJ).

Macronutriments

Dans le présent rapport, on désigne par le mot macronutriments les protéides, glucides et lipides dont le corps a besoin en grande quantité et qui peuvent être transformés en énergie. Ils sont mesurés en grammes.

Malnutrition

État physiologique anormal causé par des carences, des excès et des déséquilibres de l'alimentation (énergie, protéines et/ou autres nutriments).

Micronutriments

Vitamines, minéraux et autres substances dont l'organisme a besoin en petite quantité. Mesurés en milligrammes ou microgrammes.

Retard de croissance

Taille insuffisante par rapport à l'âge, phénomène s'expliquant par un épisode prolongé ou plusieurs épisodes de sous-alimentation dans le passé.

Sécurité alimentaire

Situation caractérisée par le fait que toute la population a en tout temps un accès matériel et socioéconomique garanti à des aliments sans danger et nutritifs en quantité suffisante pour couvrir ses besoins physiologiques, répondant à ses préférences alimentaires, et lui permettant de mener une vie active et d'être en bonne santé.

Sous-alimentation

Ration alimentaire en permanence insuffisante pour couvrir les besoins énergétiques alimentaires.

Suralimentation

Ration alimentaire qui dépasse en permanence les besoins énergétiques alimentaires.

Surcharge pondérale et obésité

Masse corporelle supérieure à la normale en raison d'une accumulation excessive de graisses. Indique généralement une suralimentation. Dans le présent document, on considère qu'il y a surcharge pondérale lorsque l'IMC est compris entre 25 et 30 et obésité lorsqu'il est supérieur à 30.

Vulnérabilité

Existence de facteurs qui exposent l'individu à l'insécurité alimentaire ou à la sous-alimentation ou qui l'empêchent de faire face à ces situations.

Tableaux

Tableau 1: PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et les pays en transition

Région, sous-région, pays	Population totale 1997 (millions)	POPULATION SOUS-ALIMENTÉE TOTALE				Région, sous-région, pays	Population totale 1997 (millions)	POPULATION SOUS-ALIMENTÉE TOTALE			
		Nombre de personnes 1996-1998 (millions)	Proportion 1979-1981 [%]	Proportion 1990-1992 [%]	Proportion 1996-1998 [%]			Nombre de personnes 1996-1998 (millions)	Proportion 1979-1981 [%]	Proportion 1990-1992 [%]	Proportion 1996-1998 [%]
MONDE EN DÉVELOPPEMENT	4 501,2	791,9	29	21	18	Nicaragua (4)	4,7	1,5	26	29	31
ASIE ET PACIFIQUE	3 091,2	515,2	32	21	17	Panama (3)	2,7	0,4	21	19	16
ASIE DE L'EST	1 321,9	155,0	29	16	12	AMÉRIQUE DU SUD	330,5	33,6	14	14	10
Chine* (3)	1 244,1	140,1	30	17	11	Argentine (1)	35,7	0,4	...	...	...
Chine, RAS de Hong-Kong (1)	6,5	0,1	...	...	...	Bolivie (4)	7,8	1,8	26	25	23
Corée, RPD de (5)	23,0	13,2	19	19	57	Brésil (3)	163,7	15,9	15	13	10
Corée, Rép. de (1)	45,7	0,5	...	...	...	Chili (2)	14,6	0,6	7	8	4
Mongolie (5)	2,5	1,1	16	34	45	Colombie (3)	40,0	5,2	22	17	13
Océanie	4,5	1,3	31	26	29	Équateur (3)	11,9	0,5	11	8	5
Papouasie-Nouvelle-Guinée (4)	4,5	1,3	31	26	29	Guyana (3)	0,8	0,2	13	24	18
ASIE DU SUD-EST	491,3	64,7	26	18	13	Paraguay (3)	5,1	0,7	13	18	13
Cambodge (4)	10,5	3,4	61	41	33	Pérou (3)	24,4	4,4	28	40	18
Indonésie (3)	203,4	12,3	26	10	6	Suriname (3)	0,4	0,0	18	12	10
RDP lao (4)	5,0	1,5	32	31	29	Uruguay (2)	3,3	0,1	3	7	4
Malaisie (1)	21,0	0,5	4	3	...	Venezuela (3)	22,8	3,7	4	11	16
Myanmar (3)	43,9	3,1	19	10	7	PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	368,0	35,9	9	8	10
Philippines (4)	71,4	15,2	27	24	21	PROCHE-ORIENT	232,5	30,3	10	11	13
Thaïlande (4)	59,7	12,2	25	31	21	Afghanistan (5)	20,9	14,6	34	63	70
Viet Nam (4)	76,4	16,5	33	28	22	Iran, Rép. islamique d' (3)	64,6	4,1	9	6	6
ASIE DU SUD	1 273,5	294,2	38	27	23	Iraq (3)	21,2	3,5	4	9	17
Bangladesh (5)	122,7	46,8	42	35	38	Jordanie (3)	4,5	0,2	5	4	5
Inde (4)	966,1	207,6	38	26	21	Koweït (2)	1,7	0,1	4	22	4
Népal (4)	22,3	6,2	47	21	28	Liban (1)	3,1	0,1	8	...	...
Pakistan (4)	144,1	28,9	31	26	20	Arabie saoudite (2)	19,5	0,6	3	3	3
Sri Lanka (4)	18,3	4,5	22	28	25	Rép. arabe syrienne (1)	15,0	0,2	3	...	...
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	489,1	54,9	13	13	11	Turquie (1)	63,4	1,2	3	...	...
AMÉRIQUE DU NORD	94,3	5,1	5	5	5	Émirats arabes unis (1)	2,3	0,0	...	...	...
Mexique (3)	94,3	5,1	5	5	5	Yémen (5)	16,3	5,7	39	37	35
CARAÏBES	30,8	9,6	19	26	31	AFRIQUE DU NORD	135,4	5,6	8	4	4
Cuba (3)	11,1	2,1	4	4	19	Algérie (3)	29,4	1,4	9	5	5
Rép. dominicaine (4)	8,1	2,2	25	29	28	Égypte (2)	64,7	2,6	8	5	4
Haïti (5)	7,8	4,8	48	64	62	Jamahiriya arabe libyenne (1)	5,2	0,0	...	...	...
Jamaïque (3)	2,5	0,2	9	12	10	Maroc (3)	26,9	1,4	10	5	5
Trinité-et-Tobago (3)	1,3	0,2	6	12	13	Tunisie (1)	9,2	0,1	...	...	...
AMÉRIQUE CENTRALE	33,6	6,6	20	17	20	AFRIQUE					
Costa Rica (3)	3,7	0,2	8	6	6	SUBSAHARIENNE	552,9	185,9	38	35	34
El Salvador (3)	5,9	0,6	17	12	11	AFRIQUE CENTRALE	76,2	38,5	36	37	50
Guatemala (4)	10,5	2,5	18	14	24	Cameroun (4)	13,9	4,1	20	29	29
Honduras (4)	6,0	1,3	31	23	22	Rép. centrafricaine (5)	3,4	1,4	22	46	41
						Tchad (5)	7,1	2,7	69	58	38
						Congo, Rép. dém. du (5)	48,0	29,3	38	37	61
						Congo, Rép. du (4)	2,7	0,9	29	34	32
						Gabon (3)	1,1	0,1	13	11	8

NOTES:

Les chiffres entre parenthèses suivant le nom du pays indiquent la catégorie de prévalence, c'est-à-dire la proportion de population sous-alimentée en 1996-1998:

- Catégorie (1) < 2,5% de sous-alimentés
(2) 2,5 - < 5% de sous-alimentés
(3) 5 - < 20% de sous-alimentés
(4) 20 - < 35% de sous-alimentés
(5) ≥ 35% de sous-alimentés

Ne sont pas inclus les pays dont la population est inférieure à un million d'habitants ou pour lesquels les données sont insuffisantes.

LÉGENDE:

- nd non disponible
* Y compris Taïwan Province de Chine.
** Serbie et Monténégro.

SOURCES: Population totale: *Perspectives de la population mondiale, Organisation des Nations Unies, révision de 1998.* Proportion de sous-alimentés dans la population totale: estimations de la FAO.



Tableau 1 fin: PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et les pays en transition

Région, sous-région, pays	Population totale 1997 (millions)	POPULATION SOUS-ALIMENTÉE TOTALE				Région, sous-région, pays	Population totale 1997 (millions)	POPULATION SOUS-ALIMENTÉE TOTALE			
		Nombre de personnes 1996-1998 (millions)	Proportion 1979-1981 [%]	Proportion 1990-1992 [%]	Proportion 1996-1998 [%]			Nombre de personnes 1996-1998 (millions)	Proportion 1979-1981 [%]	Proportion 1990-1992 [%]	Proportion 1996-1998 [%]
AFRIQUE DE L'EST	190,4	79,9	35	44	42	PAYS EN TRANSITION	413,0	26,4	nd	nd	6
Burundi (5)	6,4	4,3	39	44	68	COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS	405,3	26,2	nd	nd	6
Érythrée (5)	3,4	2,2	nd	nd	65	Arménie (4)	3,6	0,7	nd	nd	21
Éthiopie (5)	58,2	28,4	nd	nd	49	Azerbaïdjan (4)	7,6	2,4	nd	nd	32
Kenya (5)	28,4	12,2	26	47	43	Bélarus (1)	10,3	0,1	nd	nd	...
Rwanda (5)	6,0	2,3	24	37	39	Géorgie (4)	5,1	1,2	nd	nd	23
Somalie (5)	8,8	6,6	55	67	75	Kazakhstan (3)	16,4	0,7	nd	nd	5
Soudan (3)	27,7	5,1	24	30	18	Kirghizistan (3)	4,6	0,8	nd	nd	17
Rép.-Unie de Tanzanie (5)	31,4	12,7	23	31	41	Moldova, Rép. de (3)	4,4	0,5	nd	nd	11
Ouganda (4)	20,0	6,0	32	23	30	Fédération de Russie (3)	147,7	8,6	nd	nd	6
AFRIQUE AUSTRALE	81,9	34,5	33	45	42	Tadjikistan (4)	5,9	1,9	nd	nd	32
Angola (5)	11,7	5,0	31	51	43	Turkménistan (3)	4,2	0,4	nd	nd	10
Botswana (4)	1,5	0,4	29	20	27	Ukraine (3)	51,1	2,6	nd	nd	5
Lesotho (4)	2,0	0,6	27	31	29	Ouzbékistan (3)	23,2	2,6	nd	nd	11
Madagascar (5)	14,6	5,8	18	33	40	PAYS BALTES	7,6	0,2	nd	nd	3
Malawi (4)	10,1	3,2	26	47	32	Estonie (3)	1,4	0,1	nd	nd	6
Maurice (3)	1,1	0,1	10	6	6	Lettonie (2)	2,5	0,1	nd	nd	4
Mozambique (5)	18,4	10,7	54	67	58	Lituanie (1)	3,7	0,1	nd	nd	...
Namibie (4)	1,6	0,5	25	27	31	EUROPE ORIENTALE	121,2	3,6	nd	nd	3
Swaziland (3)	0,9	0,1	14	9	14	Albanie (2)	3,1	0,1	9	14	3
Zambie (5)	8,6	3,9	30	40	45	Bosnie-Herzégovine (3)	3,5	0,4	nd	nd	10
Zimbabwe (5)	11,2	4,2	30	41	37	Bulgarie (3)	8,4	1,1	...	...	13
AFRIQUE DE L'OUEST	204,3	33,0	42	22	16	Croatie (3)	4,5	0,5	nd	nd	12
Bénin (3)	5,6	0,8	37	21	14	Rép. tchèque (1)	10,3	0,1	nd	nd	...
Burkina Faso (4)	11,0	3,5	64	32	32	Hongrie (1)	10,2	0,1	...	...	...
Côte d'Ivoire (3)	14,1	1,9	8	15	14	Macédoine (L'ex RY) (3)	2,0	0,1	nd	nd	7
Gambie (3)	1,2	0,2	58	18	16	Pologne (1)	38,7	0,3	...	...	...
Ghana (3)	18,7	1,9	62	29	10	Roumanie (1)	22,6	0,3	...	3	...
Guinée (4)	7,3	2,1	30	37	29	Slovaquie (2)	5,4	0,2	nd	nd	4
Libéria (5)	2,4	1,1	22	49	46	Slovénie (2)	2,0	0,1	nd	nd	3
Mali (4)	10,4	3,4	60	24	32	Yougoslavie** (2)	10,6	0,3	nd	nd	3
Mauritanie (3)	2,5	0,3	35	15	13						
Niger (5)	9,8	4,5	34	42	46						
Nigéria (3)	103,9	8,6	44	16	8						
Sénégal (4)	8,8	2,0	20	21	23						
Sierra Leone (5)	4,4	1,9	40	45	43						
Togo (3)	4,3	0,8	31	29	18						

Tableaux

Tableau 2: DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE ET GRAVITÉ DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et les pays en transition, 1996-1998

Région, sous-région, pays	DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE		GRAVITÉ DE LA SOUS-ALIMENTATION		TYPE DE RÉGIME Part des céréales, racines et tubercules dans la DEA totale* [%]
	Disponibilité énergétique alimentaire (kcal/personne/jour)	Disponibilité énergétique alimentaire des sous-alimentés (kcal/personne/jour)	Besoins énergétiques minimaux (kcal/personne/jour)	Déficit alimentaire des sous-alimentés (kcal/personne jour)	
MONDE EN DÉVELOPPEMENT					
ASIE ET PACIFIQUE					
ASIE DE L'EST					
Chine** (3)	2 930	1 670	1 920	250	62
Chine, RAS de Hong-Kong (1)	3 200	1 820	1 960	140	32
Corée, RPD de (5)	1 860	1 550	1 890	340	64
Corée, Rép. de (1)	3 120	1 790	1 920	130	51
Mongolie (5)	1 960	1 530	1 840	310	49
OCÉANIE					
Papouasie-Nouvelle-Guinée (4)	2 140	1 530	1 790	260	56
ASIE DU SUD-EST					
Cambodge (4)	2 060	1 490	1 760	270	79
Indonésie (3)	2 880	1 630	1 830	200	70
RDP lao (4)	2 120	1 430	1 710	280	82
Malaisie (1)	2 890	1 690	1 830	140	43
Myanmar (3)	2 830	1 630	1 830	200	78
Philippines (4)	2 390	1 520	1 790	270	56
Thaïlande (4)	2 440	1 610	1 870	260	49
Viet Nam (4)	2 410	1 520	1 800	280	76
ASIE DU SUD					
Bangladesh (5)	2 060	1 460	1 790	340	84
Inde (4)	2 470	1 520	1 810	290	64
Népal (4)	2 190	1 530	1 800	260	80
Pakistan (4)	2 430	1 490	1 760	270	57
Sri Lanka (4)	2 300	1 570	1 830	260	56
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES					
AMÉRIQUE DU NORD					
Mexique (3)	3 130	1 680	1 890	210	47
CARAÏBES					
Cuba (3)	2 420	1 740	1 960	210	42
Rép. dominicaine (4)	2 270	1 660	1 920	250	32
Haiti (5)	1 840	1 470	1 930	460	56
Jamaïque (3)	2 660	1 720	1 920	200	40
Trinité-et-Tobago (3)	2 690	1 700	1 930	230	39
AMÉRIQUE CENTRALE					
Costa Rica (3)	2 740	1 750	1 910	160	35
El Salvador (3)	2 540	1 590	1 790	200	57
Guatemala (4)	2 180	1 510	1 750	250	57
Honduras (4)	2 340	1 490	1 760	270	46
Nicaragua (4)	2 190	1 500	1 800	300	54
Panama (3)	2 450	1 590	1 820	230	40

NOTES:

Les chiffres entre parenthèses suivant le nom du pays indiquent la catégorie de prévalence, c'est-à-dire la proportion de population sous-alimentée en 1996-1998:

Catégorie (1) < 2,5% de sous-alimentés
(2) 2,5 - < 5% de sous-alimentés
(3) 5 - < 20% de sous-alimentés
(4) 20 - < 35% de sous-alimentés
(5) ≥ 35% de sous-alimentés

LÉGENDE:

* Des valeurs élevées de DEA indiquent un régime alimentaire peu varié.
** Y compris Taïwan Province de Chine.
*** Serbie et Monténégro.

SOURCES: Population totale: *Perspectives de la population mondiale, Organisation des Nations Unies, révision de 1998*. Proportion de sous-alimentés dans la population totale: estimations de la FAO.

Ne sont pas inclus les pays dont la population est inférieure à un million d'habitants ou pour lesquels les données sont insuffisantes.



Tableau 2 suite: DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE ET GRAVITÉ DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et les pays en transition, 1996-1998

Région, sous-région, pays	DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE		GRAVITÉ DE LA SOUS-ALIMENTATION		TYPE DE RÉGIME Part des céréales, racines et tubercules dans la DEA totale* [%]
	Disponibilité énergétique alimentaire (kcal/personne/jour)	Disponibilité énergétique alimentaire des sous-alimentés (kcal/personne/jour)	Besoins énergétiques minimaux (kcal/personne/jour)	Déficit alimentaire des sous-alimentés (kcal/personne/jour)	
AMÉRIQUE DU SUD					
Argentine (1)	3 140	1 800	1 940	140	35
Bolivie (4)	2 200	1 540	1 770	230	48
Brésil (3)	2 960	1 650	1 900	250	35
Chili (2)	2 820	1 760	1 910	150	42
Colombie (3)	2 580	1 590	1 810	220	40
Équateur (3)	2 710	1 650	1 810	160	38
Guyana (3)	2 450	1 650	1 880	230	52
Paraguay (3)	2 570	1 610	1 830	220	42
Pérou (3)	2 390	1 570	1 810	240	51
Suriname (3)	2 640	1 720	1 910	190	44
Uruguay (2)	2 810	1 760	1 910	150	34
Venezuela (3)	2 360	1 640	1 840	210	39
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD					
PROCHE-ORIENT					
Afghanistan (5)	1 620	1 350	1 820	480	82
Iran, Rép. islamique d' (3)	2 830	1 610	1 800	190	56
Iraq (3)	2 340	1 560	1 770	210	58
Jordanie (3)	2 790	1 600	1 770	170	54
Koweït (2)	3 050	1 710	1 890	180	39
Liban (1)	3 270	1 730	1 890	160	39
Arabie saoudite (2)	2 850	1 710	1 860	150	49
Rép. arabe syrienne (1)	3 350	1 660	1 820	160	55
Turquie (1)	3 500	1 800	1 970	170	51
Émirats arabes unis (1)	3 370	1 850	1 990	140	35
Yémen (5)	2 050	1 470	1 760	290	69
AFRIQUE DU NORD					
Algérie (3)	2 980	1 640	1 830	190	62
Égypte (2)	3 280	1 700	1 900	190	67
Jamahiriya arabe libyenne (1)	3 250	1 730	1 860	130	48
Maroc (3)	3 130	1 640	1 850	210	63
Tunisie (1)	3 260	1 730	1 860	130	55
AFRIQUE SUBSAHARIENNE					
AFRIQUE CENTRALE					
Cameroun (4)	2 190	1 590	1 850	260	57
Rép. centrafricaine (5)	2 000	1 490	1 800	310	54
Tchad (5)	2 070	1 490	1 820	330	63
Congo, Rép. dém. du (5)	1 750	1 440	1 820	380	75
Congo, Rép. du (4)	2 170	1 540	1 830	290	62
Gabon (3)	2 540	1 680	1 840	160	47
AFRIQUE DE L'EST					
Burundi (5)	1 640	1 380	1 790	410	47
Érythrée (5)	1 650	1 390	1 760	370	78
Éthiopie (5)	1 840	1 410	1 750	340	79
Kenya (5)	1 970	1 530	1 820	290	61
Rwanda (5)	2 030	1 430	1 760	330	46
Somalie (5)	1 550	1 330	1 820	490	35
Soudan (3)	2 430	1 600	1 840	240	57
Rép.-Unie de Tanzanie (5)	2 000	1 500	1 800	300	68
Ouganda (4)	2 140	1 500	1 780	280	42
AFRIQUE AUSTRALE					
Angola (5)	1 910	1 410	1 730	320	66
Botswana (4)	2 210	1 600	1 840	240	50
Lesotho (4)	2 230	1 580	1 860	280	80

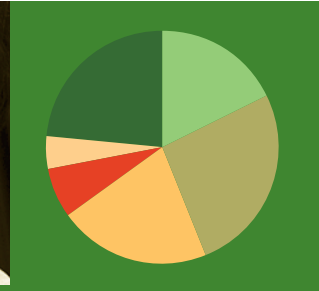
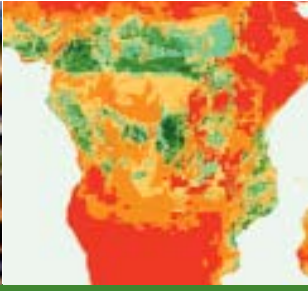
Tableaux

Tableau 2 fin: DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE ET GRAVITÉ DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et les pays en transition, 1996-1998

Région, sous-région, pays	DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE		GRAVITÉ DE LA SOUS-ALIMENTATION		TYPE DE RÉGIME Part des céréales, racines et tubercules dans la DEA totale* [%]
	Disponibilité énergétique alimentaire (kcal/personne/jour)	Disponibilité énergétique alimentaire des sous-alimentés (kcal/personne/jour)	Besoins énergétiques minimaux (kcal/personne/jour)	Déficit alimentaire des sous-alimentés (kcal/personne jour)	
Madagascar (5)	2010	1 490	1 800	310	74
Malawi (4)	2170	1 480	1 790	310	74
Maurice (3)	2940	1 720	1 900	180	46
Mozambique (5)	1 860	1 470	1 890	420	79
Namibie (4)	2 130	1 570	1 830	260	66
Swaziland (3)	2 490	1 630	1 840	210	50
Zambie (5)	1 960	1 470	1 810	340	79
Zimbabwe (5)	2 140	1 510	1 850	340	63
AFRIQUE DE L'OUEST					
Bénin (3)	2 540	1 570	1 790	220	74
Burkina Faso (4)	2 160	1 520	1 810	290	75
Côte d'Ivoire (3)	2 610	1 610	1 840	230	66
Gambie (3)	2 520	1 610	1 850	240	56
Ghana (3)	2 670	1 620	1 830	210	75
Guinée (4)	2 310	1 510	1 830	320	58
Libéria (5)	2 000	1 430	1 820	390	60
Mali (4)	2 150	1 520	1 810	290	73
Mauritanie (3)	2 630	1 600	1 840	240	56
Niger (5)	1 940	1 450	1 800	350	74
Nigéria (4)	2 760	1 620	1 830	210	64
Sénégal (4)	2 290	1 590	1 830	240	59
Sierra Leone (5)	2 050	1 440	1 820	380	63
Togo (3)	2 460	1 560	1 820	260	77
PAYS EN TRANSITION					
COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS					
Arménie (4)	2 350	1 740	1 950	210	61
Azerbaïdjan (4)	2 190	1 690	1 930	240	69
Bélarus (1)	3 160	1 820	1 960	130	47
Géorgie (4)	2 320	1 730	1 940	210	67
Kazakhstan (3)	2 860	1 780	1 940	160	63
Kirghizistan (3)	2 490	1 670	1 900	230	65
Moldova, Rép. de (3)	2 690	1 740	1 950	210	52
Fédération de Russie (3)	2 840	1 800	1 970	170	49
Tadjikistan (4)	2 160	1 630	1 880	250	70
Turkménistan (3)	2 620	1 700	1 890	190	58
Ukraine (3)	2 830	1 800	1 960	160	53
Ouzbékistan (3)	2 550	1 710	1 890	180	59
PAYS BALTES					
Estonie (3)	2 950	1 780	1 960	180	44
Lettonie (2)	2 930	1 800	1 950	150	43
Lituanie (1)	3 110	1 810	1 950	140	53
EUROPE ORIENTALE					
Albanie (2)	3 030	1 810	1 960	150	53
Bosnie-Herzégovine (3)	2 660	1 810	2 000	190	67
Bulgarie (3)	2 700	1 760	1 980	220	41
Croatie (3)	2 610	1 830	2 010	180	38
Rép. tchèque (1)	3 280	1 890	2 020	130	33
Hongrie (1)	3 350	1 860	2 000	140	29
Macédoine (L'ex RY) (3)	2 780	1 800	1 970	170	45
Pologne (1)	3 330	1 860	1 990	130	42
Roumanie (1)	3 280	1 870	2 010	130	54
Slovaquie (2)	2 960	1 870	2 020	160	34
Slovénie (2)	2 970	1 850	1 990	150	40
Yougoslavie*** (2)	3 040	1 840	1 990	150	32

Sigles

CEI	Communauté des États indépendants
DEA	disponibilité énergétique alimentaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
GCRAI	Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale
GTI	Groupe de travail interinstitutions
IITA	Institut international d'agriculture tropicale
IMC	indice de masse corporelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PPP	Programme de participation populaire
PPT	pays pauvres très endettés
SICIAV	Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

2000

Quelle est la gravité de la faim dont souffrent les plus de 800 millions de personnes qui n'ont pas assez à manger dans le monde? Cette deuxième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* introduit un nouvel outil pour mesurer l'acuité du besoin: la gravité de la faim. Cette mesure de la quantité d'aliments dont les affamés manquent complète le tableau de la pénurie alimentaire.

La présente édition donne aussi les dernières estimations du nombre de personnes qui ont faim dans le monde. Elle indique que 826 millions de personnes n'ont pas assez à manger, soit 792 millions dans les pays en développement et 34 millions dans les pays industrialisés et les pays en transition, ce qui signifie qu'il n'y a eu pour ainsi dire aucun progrès depuis la dernière estimation. Ces chiffres montrent que malheureusement la communauté mondiale n'a pas été capable d'agir résolument en cette ère d'abondance sans précédent.

La FAO estime que le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans les pays en développement a diminué de 8 millions par an dans la première moitié des années 90, mais si l'on veut tenir l'engagement pris au Sommet mondial de l'alimentation en 1996, il faut que ce nombre atteigne 20 millions par an.

Toutefois, on peut s'attendre à certains progrès. D'après les projections de la FAO à l'horizon 2015, en raison du ralentissement de la croissance démographique et de l'accroissement de la productivité et des revenus, un nombre croissant de personnes devraient échapper à la faim.

Mais ceux qui ont faim ne peuvent pas attendre encore 15 ans. De nombreuses causes de la sous-alimentation – pauvreté, conflits, insuffisance des infrastructures et des investissements dans l'agriculture – appellent une action soutenue à tous les échelons, depuis celui du village jusqu'à celui de la communauté internationale. Dans un monde plus riche que jamais, c'est un impératif moral que de faire en sorte que chaque habitant de la planète jouisse du droit d'être libéré de la faim.



Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

ISBN 92-5-204479-5



9 789252 044796

TC/M/X8200F/1/11.00/5000